

2014 - 2018

*Quatre années de mobilisation des
Alsaciens pour leur région et la création
d'une collectivité territoriale unique*



© Unser Land, parti alsacien
Jean-Georges Trouillet
presidence@unserland.org

Mars 2018

2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

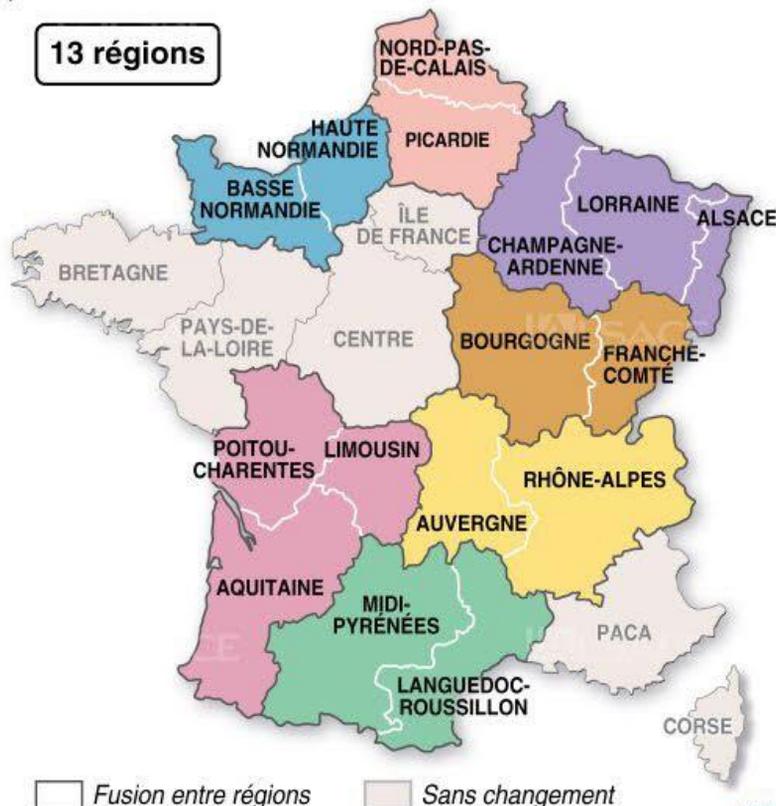
Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

15.01.2014

François Hollande et le gouvernement Valls lancent une réforme territoriale aboutissant à une carte avec 13 régions (au lieu de 22) et renonçant à la suppression des départements.

La nouvelle carte des régions

Proposée par le groupe socialiste, elle a été adoptée par l'Assemblée nationale



2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

17.09.2014

La sénatrice du Bas-Rhin Fabienne Keller remet à l'Élysée plus de 53.000 signatures en contre la création d'une région Grand Est et pour une Collectivité territoriale d'Alsace.



2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

14.10.2014

Répondant à la colère des députés alsaciens face au redécoupage régional, le premier ministre Manuel Valls déclare à l'assemblée nationale : *« Il n'y a pas de peuple alsacien, il n'y a qu'un peuple français ».*



Valls : des propos sur "le peuple alsacien" qui attisent le feu

« Peuple d'Alsace » ? « Peuple alsacien » ? Après l'Assemblée nationale mardi, l'échange entre Patrick Hetzel et Manuel a enflammé, hier, la classe politique alsacienne. Les Haut-Rhinois Jean Rottner et Charles Buttner ont alimenté la controverse.

Le 16/10/2014 05:00 par Yolande Baldeweck , actualisé à 08:33 Vu 19659 fois



Manuel Valls et Patrick Hetzel : duel, mardi, à l'Assemblée nationale.

PARTAGEONS 10 ANS DE VIE COMMUNE...

PLUS BELLE LA VIE

Réforme territoriale

Manuel Valls : "il n'y a pas de peuple alsacien, il n'y a qu'un seul peuple français"

Le Premier ministre a été interpellé ce mardi lors d'une séance de questions au gouvernement par le député UMP du Bas-Rhin Patrick Hetzel à propos de la place de l'Alsace dans le projet de réforme territoriale.

Publié le 14/10/2014 | 16:40, mis à jour le 14/10/2014 | 17:45



A 55 ans, il demande encore une histoire avant de dormir.
J'irai dormir chez vous.
Série documentaire d'Antoine de Meximy.
A partir du 11 octobre.
Le samedi à 19.05.

5 France 5 d'intérêt public

les derniers titres

- Alsace Régions proches Toutes les Régions
- Réforme territoriale
Manuel Valls : "il n'y a pas de peuple alsacien, il n'y a qu'un seul"
- circulation
L'autopartage débarque à Saint-Louis

2014 - 2018

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique



22.09.2014

Réunis conjointement en séance plénière extraordinaire, le Conseil régional d'Alsace, le Conseil général du Bas-Rhin et le Conseil général du Haut-Rhin adoptent une délibération contre l'incorporation de l'Alsace dans une région Grand Est et pour la création d'une collectivité territoriale Alsace regroupant région et départements.



Saint Hippolyte, le 22 septembre 2014

Philippe Richert, Président du Conseil Régional d'Alsace, Ancien Ministre, **Guy-Dominique Kennel**, Président du Conseil Général du Bas-Rhin et **Charles Buttner**, Président du Conseil Général du Haut-Rhin ont présenté, ce lundi 22 septembre 2014, la délibération adoptée le matin même en séance plénière par les trois assemblées, portant le projet de Conseil d'Alsace.

Vous trouverez le texte de cette délibération ci-dessous :

L'Alsace est profondément décentralisatrice, convaincue de la nécessité d'une gestion des affaires publiques au plus près des territoires et que la modernisation indispensable de notre Etat passe par le renforcement de la décentralisation. Forte de son expérience transfrontalière, elle s'inscrit dans la République et dans la construction européenne.

Les enjeux de la décentralisation ce sont d'abord les transferts de compétences de l'Etat vers les collectivités territoriales et tout autant la clarification des compétences entre différents niveaux de collectivités.

Le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral voté par l'Assemblée Nationale propose aujourd'hui la fusion des régions et la suppression à terme des Conseils généraux. Dans ce schéma, l'Alsace est fusionnée avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne.

Ce périmètre est inacceptable.

Conscients que le statu quo n'est pas possible, les Alsaciens souhaitent une collectivité unique mettant en commun les moyens du Conseil régional et des deux Conseils généraux avec une seule assemblée, un seul exécutif et un seul budget.

En ce sens,

Vu les articles 72 et 72-1 de la Constitution du 4 octobre 1958,

Vu l'article L.3211-1 du Code Général des collectivités territoriales relatif aux compétences du Conseil Général,

Vu l'article L.4221-1 du code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du Conseil Régional,

L'Assemblée du Conseil Régional d'Alsace,

L'Assemblée du Conseil Général du Bas-Rhin,

L'Assemblée du Conseil Général du Haut-Rhin,

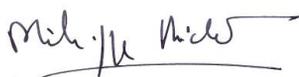
réunies en séances plénières extraordinaires le 22 septembre 2014

demandant

au Président de la République, au Gouvernement et au Parlement :

- d'abandonner la création d'une grande région réunissant les territoires d'Alsace, de Lorraine et de Champagne-Ardenne et de maintenir à l'Alsace ses contours géographiques actuels,
- de créer en Alsace, dès le prochain renouvellement des assemblées, une collectivité territoriale unique issue des actuels Départements ainsi que de la Région et dotée d'une capitale régionale : l'Eurométropole de Strasbourg,
- d'appliquer à cette Collectivité territoriale d'Alsace le mode de scrutin actuel avec un équilibre entre la représentation binominale sur la base des cantons existants et la représentation proportionnelle sur la base de listes paritaires,
- de prévoir l'élection des Conseillers d'Alsace aux mêmes dates que l'élection des conseillers régionaux,
- d'ouvrir un droit d'option pour les Départements limitrophes qui souhaiteraient, à terme, intégrer la nouvelle Collectivité,
- d'inscrire les principes ci-dessus exposés dans le projet de loi relatif à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral.

Strasbourg, le 22 septembre 2014



Philippe Richert



Guy-Dominique Kennel



Charles Buttner

2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

11.10.2014

Grande manifestation à Strasbourg réunissant plus de 15.000 personnes contre la création d'une région Grand Est et pour une Collectivité alsacienne unique.



2014 - 2018

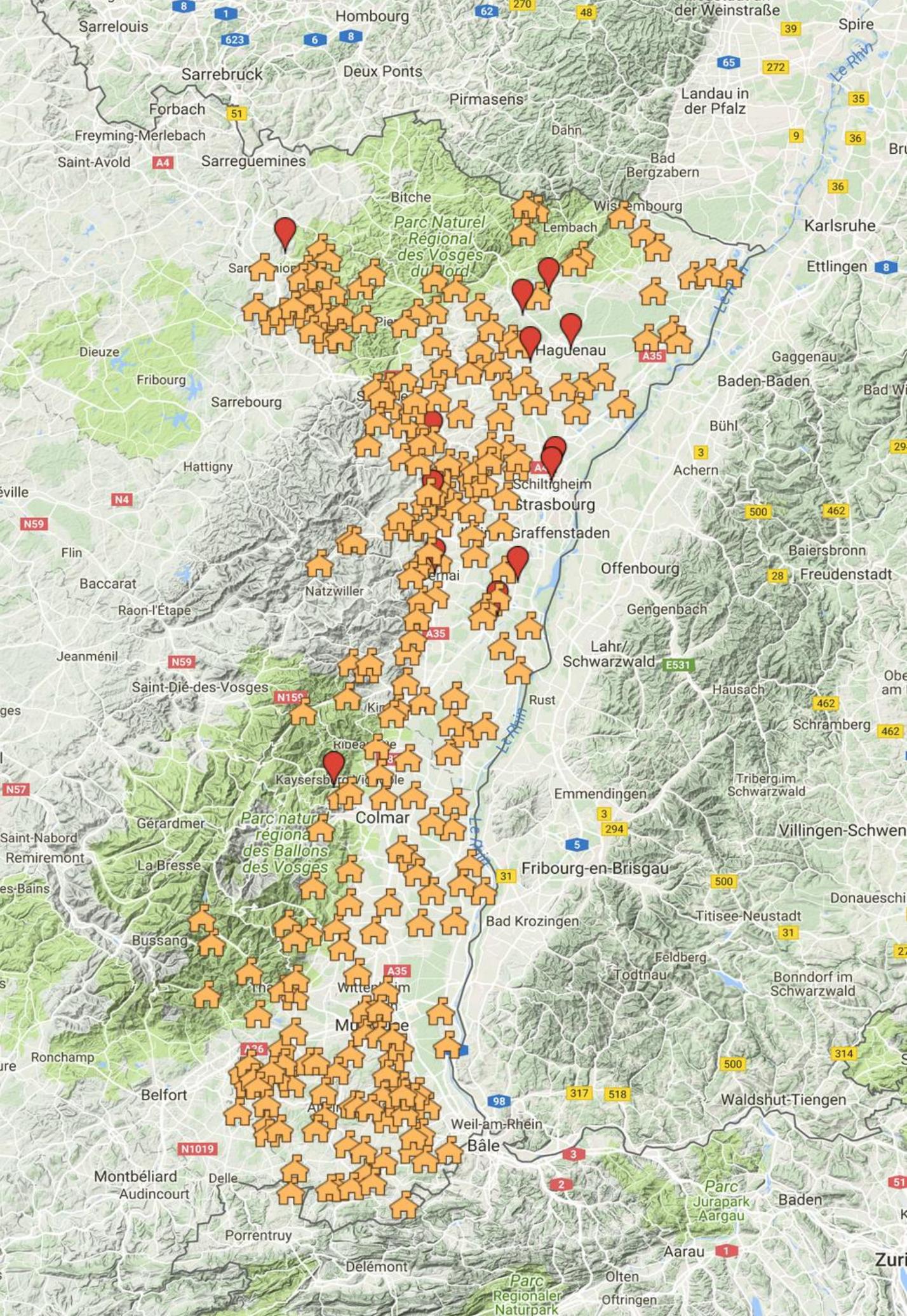


UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

30.11.2014

En quelques semaines, plus d'un tiers de communes alsaciennes ont voté une résolution contre la création d'une région Grand Est et pour une Collectivité alsacienne unique. Nombre d'entre elles arborent un ruban noir en signe de deuil de la démocratie.



~~MITTELHAUSEN~~

~~SCHARRACHBERGHEIM~~
ALSACE UNIE CONTRE LA FUSION FORCEE AVEC LORRAINE / CHAMPAGNE-ARDENNE

~~FROENINGEN~~

~~LINTHAL~~

~~SEEBACH~~
ALSACE UNIE CONTRE LA FUSION FORCEE AVEC LORRAINE / CHAMPAGNE-ARDENNE

~~OBERHOFFEN - S / -MODER~~
ALSACE UNIE

~~TRUCHTERSHEIM~~
ALSACE UNIE
Drüdersche
www.truchtersheim.fr

~~EBERSHEIM~~
ALSACE UNIE
AWERSCHA

~~ASPACH LE BAS~~
ALSACE UNIE

~~APPENWIHR~~

~~SOULTZ-LES-BAINS~~
ALSACE UNIE

~~VILLÉ~~
ALSACE UNIE
CONSEIL NATIONAL

~~WINTERSHOUSE~~

~~WITTERSHEIM~~
ALSACE UNIE

~~EPPOIS LE BAS NEDERSEPT~~
ALSACE UNIE

~~BOUXWILLER~~
ALSACE UNIE
CONSEIL NATIONAL

~~ORSCHWIHR~~

~~WALHEIM~~

D 22

~~WIHR AU VAL~~

~~MACKENHEIM~~

~~FERRETTE~~

~~BUHL~~
ALSACE UNIE CONTRE LA FUSION FORCEE AVEC LORRAINE / CHAMPAGNE-ARDENNE
www.alsaceuniedes.org

2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

07.11.2014

24 députés, maires et sénateurs alsaciens signent une tribune contre la création d'une région Grand Est et pour une Collectivité alsacienne unique.

2014 - 2018

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique



19.11.2014

Plusieurs rassemblements sont organisés via les réseaux sociaux. Des manifestations, parfois non déclarées, réunissant des milliers de personnes se produisent à Colmar, Mulhouse, Strasbourg à partir de la mi-novembre 2014.

Le chant participatif remplit le temple Saint-Étienne

Page 13



Photo:Masco/Vincent Voegtin

Sébastien Loeb vainqueur du Rallye du Var en couple

Page 43

MULHOUSE ALSACE

www.lalsace.fr | Lundi 1er décembre 2014 | 1,00 € | N° 22331



LE PORTRAIT DU LUNDI

Les clairs-obscur à la Ritchie



Guy Ritche ritche, dit Ritche... Photo:Masco/H. Kriewasser

Il serait plutôt du genre iconoclaste, et durant 30 ans il a fait carrière dans l'enseignement religieux. Il ne jure que par l'aquarelle peinte à l'instantané, mais déteste qu'on le photographie à la sauvette. Il lui est arrivé de chanter et de déchanter. Le Colmarien Guy Ritche ritche, dit Ritche, est un personnage riche de contradictions.

Son portrait par Pierre Maenner en page 24

FOOTBALL

Le FCM chute encore



Abdellah Khabro u'a inscrire le seul but mulhousien. Photo:Masco/Darik Sastor

Le FC Mulhouse, bien que dominateur, a concédé hier après-midi sa troisième défaite consécutive, en s'inclinant sur le terrain de Metz II (2-1). Il conserve néanmoins la tête de son groupe de CFA, avec une longueur d'avance sur Béfort.

Page 28

FRONT NATIONAL

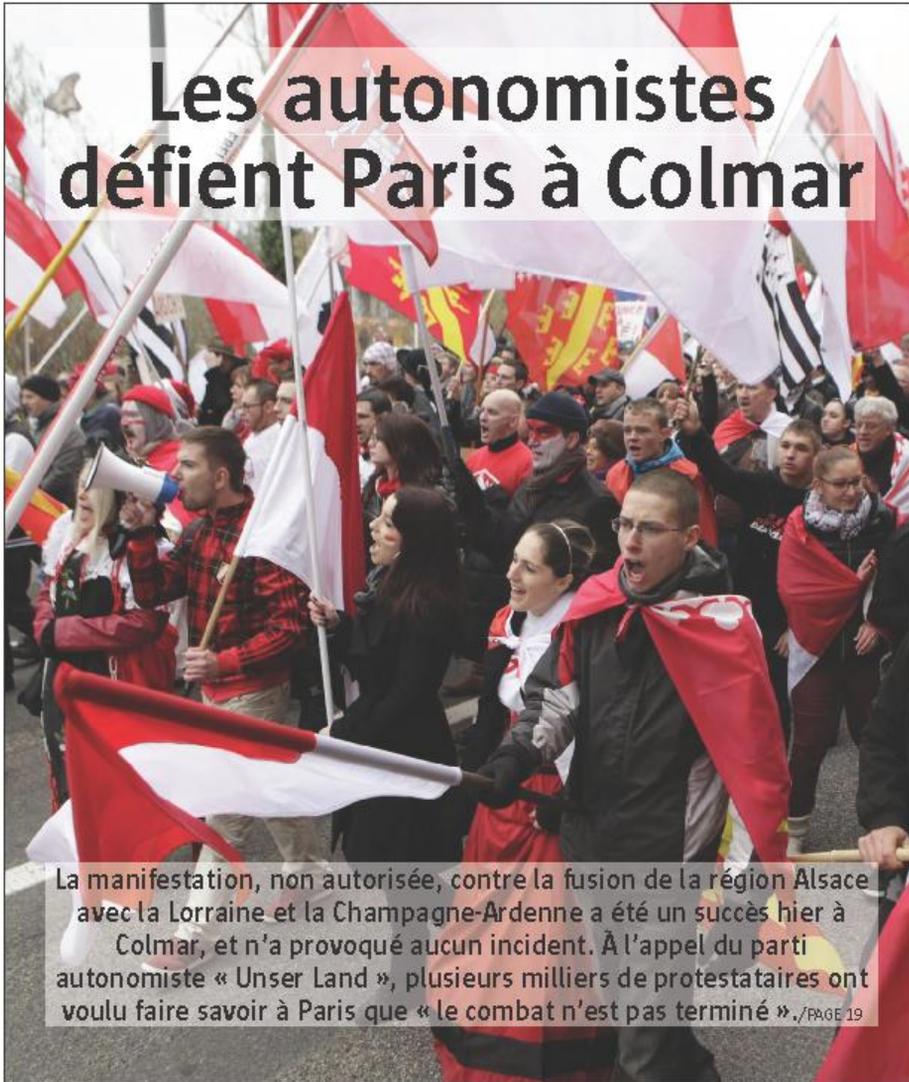
Marine Le Pen renforcée

L'éditorial de Raymond Couraud en page 2
Nos Informations en page 4

MÉTÉO

Matinée	Après-midi	Demain	Prévisionniste en direct au 0899 700 513 (1,24€/appel + 0,34€/min)
3	6	6	6
3	5	6	6

Les autonomistes défient Paris à Colmar



La manifestation, non autorisée, contre la fusion de la région Alsace avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne a été un succès hier à Colmar, et n'a provoqué aucun incident. À l'appel du parti autonomiste « Unser Land », plusieurs milliers de protestataires ont voulu faire savoir à Paris que « le combat n'est pas terminé ». /PAGE 19

La manifestation s'est déroulée hors de tout cadre réglementaire, mais sans le moindre incident.

Photo:Masco/Hervé Kriewasser



NOUVEAUTÉ

Leçons d'alsacien Tome 2

Leçons d'alsacien revêtent avec un deuxième tome. Réalisé par Yves Bisch et Edgar Zeldler, cet ouvrage est composé de 126 leçons qui vous dispensent les clés pour apprendre, comprendre ou se réapproprier la langue régionale.

Un livre clair, simple et illustré avec humour, pour tous les passionnés de notre beau dialecte.

Découvrez-le vite!

Leçons d'alsacien

Stolz s'li uf unstri Sproch

Leçons d'alsacien revêtent avec un deuxième tome. Réalisé par Yves Bisch et Edgar Zeldler, cet ouvrage est composé de 126 leçons qui vous dispensent les clés pour apprendre, comprendre ou se réapproprier la langue régionale.

Un livre clair, simple et illustré avec humour, pour tous les passionnés de notre beau dialecte.

Découvrez-le vite!

DISPONIBLE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

7€
126 pages illustrées



RÉALISEZ LE RÊVE QUI VOUS HABITE !

avec **Batige**
Depuis 1976

www.batige.com

R 28084 - 1.201.1.00 €



UT01

MANIFESTATION DE COLMAR

« Résistance » pour « la Heimat »

La nouvelle manifestation contre la fusion de l'Alsace avec la Lorraine et Champagne-Ardenne a attiré hier entre 1350 et 4000 personnes dans les rues de Colmar, sans le moindre incident et malgré des doutes sur la tenue de l'événement. Une réussite qui cache un prisme idéologique assez large.

Olivier Roujon

Le terme allemand ou alsacien « Heimat » est difficilement traduisible dans la langue de Molière, représentant le « chez soi » au sens très large, de la maison où l'on a grandi à son village, son pays ou... sa région. Et c'est très certainement dans ce sens qu'il a été utilisé, lors de son discours de clôture, hier après-midi à Colmar, par l'ancienne conseillère générale, Andrée Münchbach, présidente du parti « Usser Land ».

Sans incidents

Ce mouvement, formé en 2009, particulièrement actif depuis le début du mouvement d'opposition à la fusion des Régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne, s'était associé aux premiers organisateurs de la manifestation d'hier, qui étaient des particuliers. Suite à des échanges avec la préfecture, ces derniers se sont désistés, et le mouvement régionaliste a assumé seul le rassemblement de l'après-midi.

Au final, malgré l'habitude que celle de chiffres (4000 personnes selon les organisateurs, 1350 selon les forces de l'ordre), la mobilisation a été importante, alors même qu'il avait été annoncé que la manifestation était annulée. Et tout s'est déroulé



« Alsaciens nous sommes, Alsaciens nous resterons ! » Plusieurs élus étaient en tête du cortège.

Photo L'Alsace/Herwé Kriewasser

dans le calme, sans incidents. Le cortège est parti de la gare à 15 h, avant de faire le tour de la place Rapp et de revenir devant la préfecture du Haut-Rhin, où plusieurs manifestants et responsables de groupes ont pris la parole. Plusieurs élus étaient

présents, notamment le président du conseil général du Haut-Rhin, Charles Buttner, qui s'est félicité d'*« voir communion d'hommes et de femmes qui ne peuvent accepter l'humiliation, qui refusent le déni de leur identité et qui ne demandent que le respect de ce qu'ils sont »*. Il y avait aussi des conseillers généraux de la majorité, Christian Chaton – qui avait appelé à *« ne pas se laisser impressionner »* –

la vice-présidente Brigitte Klinkert, Jean-Jacques Weber, mais aussi l'écologiste et maire de Rapsberg, Henri Stoll. Aucun n'a pris la parole.

Entre revendications et colère

Si le rassemblement s'est déroulé dans le calme, certains déra-

pages verbaux n'ont pas été évités. Et certaines positions du mouvement « Usser Land » ont pu être perçues comme ambiguës. Ce parti régionaliste, certains disent autonomistes, est issu d'une tradition politique plutôt centriste, voire écologiste. Il n'est pas proche de l'extrême droite, comme d'autres mouvements alsaciens qui ont pu faire parler d'eux dans le passé.

Pourtant, certains passages du discours d'Andrée Münchbach, devant la préfecture du Haut-Rhin, ont pu susciter une forme de malaise. L'appel à *« la résistance »* ou la défense de la *« Heimat »* peuvent se discuter, mais demeurent compréhensibles dans le climat de défiance actuel. Mais en quoi rappeler que *« manifester en France peut être*

normal », comme l'a fait Andrée Münchbach, est-il constructif ? Quant à l'initiative de faire huer publiquement le nom du roi Louis XI, ou celle consistant à acquiescer lorsqu'un manifestant traite le maréchal Joffre d'un nom d'oiseau, elles rappellent que manier la caricature historique peut être délicat.

Pour sa part, le vice-président d'Usser Land, Jean-Georges Trouillet, était sorti de ses gonds après que Manuel Valls a récemment déclaré que le *« peuple alsacien »* n'existe pas. *« Nous n'avons rien contre la France et les Français, pas plus que contre les Lorrains, Champenois ou Ardennais »*, précise-t-il en ajoutant : *« Nous n'acceptons pas une telle remise en cause de notre identité, ou encore de no-*

tre langue. Nous n'acceptons surtout pas de ne pas être consultés sur notre avenir... »

La diversité des positions, pourtant toutes réunies sous la bannière de l'opposition à ce projet de fusion, se retrouvait également dans les propos des manifestants anonymes. Certains, comme Sébastien, jouent la carte de l'apaisement et de la modération. *« Le vrai problème, c'est l'absence de concertation, alors que la majorité des Alsaciens semblent opposés au projet »*, explique cet habitant de Bischwiller, costumé en insurgé de la guerre des paysans allemands (Bundschuh, 1524-1525). Il dit *« regretter de nos pas voir de manifestations similaires en Lorraine, par exemple »*.

« Elsass frei »

Des propos beaucoup plus extrêmes ont aussi été entendus, notamment des slogans violemment hostiles à *« Paris »*, ou *« pouvoir centralisateur »* et au président de la République. *« Je réclame un État alsacien indépendant, avec notre dialecte comme langue officielle »*, insiste Bernard, un Bas-Rhinois, en regrettant que *« la France semble avoir complètement oublié l'Histoire alsacienne »*. La dimension apparemment identitaire de la défilé a été renforcée par la présence de militants indépendantistes bretons, qui ont pris la parole en fin de manifestation.

Quant aux touristes qui ont assisté au défilé, certains étaient incrédules. *« Les Alsaciens invoquent des questions de traditions »*, soupire Didier, un visiteur bourguignon venu pour les marchés de Noël, qui suggère : *« En réalité, je me demande si beaucoup ne refusent tout simplement pas de partager avec des régions moins favorisées. Car il faudra bien réduire le mille-feuille administratif... »*

L'opération escargot a bien eu lieu

Malgré des incertitudes jusqu'aux derniers instants, un collectif d'une centaine de motards a organisé une opération escargots à l'auto nocturne entre Obernai et Colmar. Roulant en moyenne à 30 km/h, ils n'ont pas provoqué de bouchons trop importants, et ont effectué le trajet en un peu plus d'une heure. Des consignes de sécurité strictes avaient été données par les motards eux-mêmes, *« escortés »* par la gendarmerie. *« Nous voulions montrer que les Alsaciens, seuls, peuvent résoudre des problèmes »*, a souligné Yannick Ambühl, l'habitant de Meitratzheim à l'origine de cette opération. Les motards ont été accueillis, à l'entrée de Colmar, par le député UMP Eric Straumann.



NON À L'ANNEXION DE L'ALSACE

Non à la fusion Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne, oui à une Alsace unie et forte

RASSEMBLEMENT UNITAIRE
Dimanche 30 novembre 2014 à 15h
COLMAR Place de la Gare

2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

04.12.2014

En ouverture de la séance plénière, la majorité du conseil général du Haut-Rhin se bâillonne avec un foulard rouge et blanc pour protester contre la fusion de l'Alsace dans une région Grand Est et le déni de démocratie.



2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

14.12.2014

A l'appel de M. Buttner, président du conseil général du Bas-Rhin, le tocscin et les sirènes retentissent dans les communes de Haute-Alsace à la veille du vote du texte à l'Assemblée nationale



Charles Buttner appelle les communes à faire sonner tocsins et sirènes mardi

Pour protester contre la fusion de l'Alsace avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne, le Conseil général du Haut-Rhin a appelé les communes du département à faire retentir tocsins et sirènes mardi, à la veille du vote du projet de loi à l'Assemblée nationale.

Le 14/12/2014 17:32 , actualisé à 18:29 Vu 9652 fois



Charles Buttner (au centre) multiplie les actions symboliques contre la grande région ALCA. Photo L'Alsace/Christelle Didierjean

Le président du Conseil général du Haut-Rhin, Charles Buttner (UMP), a lancé un appel aux maires du département, dans un courrier daté de vendredi que s'est procuré l'Agence France Presse. M. Buttner, farouche opposant au projet de loi sur la réforme territoriale, y propose aux maires du Haut-Rhin, de participer à «une action symbolique de protestation à la veille de l'ultime vote du texte par l'Assemblée nationale, en faisant retentir le tocsin ou la sirène, le 16 décembre à 18 heures dans (leur) commune».

M. Buttner indique par ailleurs qu'il soumettra «très prochainement» au Conseil général une «motion en vue d'un référendum ou d'une consultation qui solliciterait l'avis des Alsaciennes et des Alsaciens sur l'intégration de leur région au sein de la grande région Alsace-Lorraine-Champagne Ardenne».

«Je ne saurais, pour ma part, me résoudre à accepter, sans broncher, de voir notre Alsace ainsi disparaître, noyée dans cette méga région sans cohérence», explique l' élu UMP. Il entend relayer des revendications, qu'il estime «légitimes», émanant «d'acteurs issus de la classe politique, de la société civile et de mouvements associatifs» qui appellent à la «résistance» contre la réforme territoriale.

Le député-maire d'Altkirch (Haut-Rhin) Jean-Luc Reitzer (UMP), lui aussi opposé à la réforme territoriale, s'est déclaré favorable à cet appel. Interrogé par l'AFP, il a indiqué que sa commune se joindra à cette action, assurant que les sirènes retentiront «dans le sud de l'Alsace». «Si nous pouvons de manière républicaine montrer notre opposition en faisant sonner les sirènes, je suis tout à fait d'accord», a commenté M. Reitzer. «Ce sera tout un symbole», a-t-il ajouté. «En tant que parlementaires nous avons fait tout ce qui était possible. Nous avons averti le gouvernement des risques de faire renaître (en Alsace) de vieux démons et d'attiser les extrêmes», a expliqué l' élu UMP.

Cette action symbolique de mardi fait suite à une manifestation anti-fusion, samedi à Strasbourg devant le Parlement européen, qui a réuni quelque 1600 personnes selon la police (8000 selon les organisateurs) pour protester contre la nouvelle carte des régions et réclamer un «référendum» pour l'Alsace.

Sur le même sujet

2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

18.12.2014

Le conseil général du Haut-Rhin « s'élevé avec vigueur contre le déni démocratique dont l'Alsace est la victime ».



Conseil Général Haut-Rhin



Par communiqué de presse, le conseil général du Haut-Rhin, réuni en commission permanente le 18 décembre 2014 « *s'éleve avec vigueur contre le déni démocratique dont l'Alsace est la victime directe à travers l'adoption sans concertation de la loi relative à la délimitation des régions* ».

L'assemblée de Colmar « *rappelle le vote quasi unanime des conseillers régionaux et généraux alsaciens en faveur d'une Alsace maintenue dans ses contours actuels(...)* ». Par ailleurs, le conseil général du Haut-Rhin « *regrette que, malgré la forte mobilisation des élus et de la population alsacienne durant les dernières semaines, le gouvernement ait persisté dans la volonté aveugle et sourde d'intégrer l'Alsace dans une méga-région sans cohérence et sans pertinence.* »

Ainsi, la collectivité demande l'organisation d'un référendum, « *afin que le peuple alsacien puisse donner démocratiquement son avis sur la création de la méga-région Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne, dans la mesure où celle-ci entraînerait la suppression de sa collectivité représentative.* »

Source:

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/grand-est/2014/12/18/les-conseillers-generaux-du-haut-rhin-reclament-un-referendum-sur-la-nouvelle-region-616216.html>

2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

21.12.2014

Le drapeau Alsacien est hissé pendant la nuit sur le toit du théâtre national de Strasbourg, ancien Parlement d'Alsace-Lorraine (à l'époque allemande, entre 1871 et 1918, l'Alsace-Lorraine était autonome)



2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

18.12.2014

Le député Philippe Bies et Anne-Pernelle Richardot, première secrétaire fédérale du PS bas-rhinois, soutenant la réforme territoriale, demandent leur placement sous protection policière suite à des menaces de mort les visant.



2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

01.03.2015

Un collectif citoyen lance la pétition « Alsace retrouve ta voix » pour demander l'organisation d'un référendum pour retrouver des institutions alsaciennes. La pétition obtient plus de 105.000 signatures, malgré les pressions de M. Richert - qui a entre temps trahi son camp - et du Préfet de la Région Alsace tente de dissuader les signataires.

Alsace

retrouve ta voix



Alsaciennes, Alsaciens c'est maintenant ou jamais.

Nous sommes attachés aux principes démocratiques et nous ne pouvons pas accepter de ne pas avoir été consultés sur la création de la Méga Région Alsace Lorraine Champagne Ardenne imposée depuis Paris.

Grâce à l'article L.1112-16 du Code Général des Collectivités Territoriales, nous pouvons toutefois encore décider de notre avenir.

Si nous signons en nombre (au moins 10 % des électeurs alsaciens) la pétition « Alsace retrouve ta voix ! » alors nous pouvons changer le cours des choses.

Le Conseil Régional d'Alsace aura, en effet, l'obligation de se prononcer sur l'organisation d'une consultation de ses électeurs sur l'opportunité pour l'Alsace de demander l'expérimentation d'une nouvelle organisation territoriale. Ce processus doit absolument se faire avant la mise en œuvre au 1^{er} janvier 2016 de la Méga Région.

Nous n'avons plus de temps à perdre. En signant chacun la pétition, nous montrons notre unité et donc notre force. Nous demandons que l'Alsace soit respectée comme l'est la Bretagne. Nous refusons le déclassement de notre région rhénane, 1^{ère} étape vers son affaiblissement politique, économique et culturel.

Mobilisons nous et montrons qu'être Alsacien c'est avoir envie de partager des valeurs d'ouverture, de tolérance, de mémoire, de vivre ensemble, d'indépendance d'esprit.

Cette pétition est une initiative citoyenne collective qui n'est portée par aucun mouvement ou parti politique.

✂.....

« Alsace retrouve ta voix ! » - pétition citoyenne pour notre avenir

A compléter, signer et retourner avant le 31 mars à « Alsace retrouve ta voix », BP 80289 – 67006 Sélestat.

Je demande qu'avant la mise en œuvre de la Méga Région au 1^{er} janvier 2016, le Conseil Régional d'Alsace organise une consultation de ses électeurs sur la question suivante :

« Souhaitez-vous que la Région Alsace sollicite l'Etat pour expérimenter une nouvelle organisation territoriale propre à l'Alsace ? ».

Prénom : Nom : Nom de jeune fille :

Date de naissance : Lieu de naissance :

Electeur dans la commune de :

Adresse complète : Signature

.....

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique par « Alsace retrouve ta voix ». Il est destiné à l'organisation d'une consultation des électeurs alsaciens.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à « Alsace retrouve ta voix », BP 80289 – 67006 Sélestat. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

« Ce qu'ils veulent est contraire à la loi ». Stéphane Bouillon : « Ce n'est pas de la compétence de la région ».

Alors que se termine l'appel à la pétition « Alsace, retrouve ta voix », le préfet de région, Stéphane Bouillon estime « illégale » la consultation qu'elle demande.

La pétition « Alsace, retrouve ta voix », lancée au début de l'année par plusieurs partis et collectifs était close, en principe, le 31 mars. C'est le délai qu'elle s'était fixé, espérant réunir 10 % du corps électoral alsacien pour réclamer au conseil régional une délibération organisant une consultation des électeurs. Objectif : éviter que l'Alsace n'intègre la grande région au 1er janvier 2016, et obtenir qu'elle puisse expérimenter « une nouvelle organisation territoriale propre à l'Alsace ».

Hier soir, ses organisateurs devaient se réunir, faire leurs comptes et décider de leur attitude. Il n'était pas encore possible de savoir s'ils avaient réuni 129 212 signatures, soit 10 % des inscrits sur les listes électorales des communes d'Alsace.

D'ores et déjà, libéré de sa période électorale de réserve, le préfet de région, Stéphane Bouillon, le dit nettement : « Ce qu'ils veulent est contraire à la loi. L'article 72 de la Constitution et les textes qu'ils invoquent permettent une consultation pour demander une expérimentation si la loi le prévoit et dans les compétences de la collectivité - ici la région. Or la loi sur les régions ne prévoit pas de dérogation et une nouvelle organisation territoriale n'est pas de la compétence de la région ». Le préfet indique donc que si le conseil régional prenait une délibération en ce sens, il la déférerait devant le tribunal administratif. « Toutes les idées politiques peuvent s'exprimer en démocratie, l'autonomisme est une idée politique, mais c'est ma mission de veiller au respect de la loi ».

L'appel des Seize

Cette position n'est pas éloignée de celle de Philippe Richert. Dans une lettre à Jean-Michel Ritter, l'un des initiateurs de la pétition, le président du conseil régional avait indiqué mi-mars que cette démarche lui apparaissait « illusoire » et ne pouvait « bloquer la mise en place de la grande région » (DNA du 17 mars). C'est justement à Philippe Richert que seize personnalités régionales, composant la plateforme « L'Alsace que nous voulons » autour de Pierre Klein, Bernard Deck, Alain Howiller, Pierre Kretz notamment, viennent d'écrire entre les deux tours de départementales.

Ils lui demandent d'organiser ce référendum, estimant que « notre droit le permet » et que « c'est un devoir pour les élus d'en prendre l'initiative ». À leurs yeux, « le conseil régional est parfaitement habilité à présenter au gouvernement la demande qu'un statut dérogatoire soit expérimenté ». C'est « pour donner du poids à cette demande » que doit être organisée une consultation, décidée dans une délibération à prendre avant le 13 avril pour tenir les délais.

La question à poser, expliquent les Seize, serait : « Le conseil régional doit-il solliciter l'État pour expérimenter une nouvelle organisation territoriale et des pouvoirs propres à l'Alsace ? ». Ainsi rédigée, avancent les signataires, dont les juristes Jean-Marie Woehrling et Robert Hertzog, celle-ci « entre bien dans le champ de compétence du conseil régional ».

Pétition « Alsace retrouve ta voix »: 105 000 signatures

Selon la Fédération démocratique alsacienne (FDA), la pétition « Alsace retrouve ta voix » a recueilli près de 105 000 signatures. Elle va continuer de solliciter les électeurs alsaciens jusqu'à la veille des élections régionales prévues en décembre.

Comment poursuivre la bataille après avoir essuyé « des tirs d'artillerie lourde » et un premier obstacle ? C'est tout l'enjeu aujourd'hui pour la Fédération démocratique alsacienne (FDA), à l'initiative de la pétition « Alsace retrouve ta voix ».

Elle a annoncé hier avoir recueilli quelque 104 600 signatures d'électeurs alsaciens sur les 127 000 visées. Son objectif était d'inciter le conseil régional d'Alsace à organiser une consultation populaire sur l'avenir de la région. Philippe Richert, que des représentants de la FDA ont rencontré mardi, leur a dit non.

« La question de la validité juridique de la pétition est un faux débat »

« L'artillerie lourde », c'est l'offensive lancée depuis quelques jours pour contrer l'initiative de la FDA. Philippe Richert a développé un argumentaire juridique comme l'avaient fait auparavant le préfet Stéphane Bouillon et Olivier Becht, vice-président du conseil départemental du Haut-Rhin.

« Nous n'avons entendu de Philippe Richert aucune réponse sur l'immense masse de citoyens opposés à la fusion », relève Paul Mumbach. « Le mépris des citoyens est flagrant et provoque une rupture de ce qui est admissible par nos concitoyens et par les élus de base. »

Le président de la FDA délaisse le terrain juridique au profit de « l'aspect moral et démocratique » d'une réforme qui va selon lui « à contre-courant de l'histoire ».

« Cette loi éloigne le citoyen des zones de décision et fait disparaître à terme les identités. Ceci est grave et contre-productif », poursuit le maire de Dannemarie. Nadia Hoog, d'Unser Land, craint pour sa part que le « refus et le jusqu'au-boutisme de l'État et de Philippe Richert attisent le feu et la révolte ».

« La question de la validité juridique est un faux débat », insiste Andrée Munchenbach. « La voix du peuple doit être prise en compte. Il en va du droit à l'expression. Ça relève d'un problème démocratique. Nous sommes en résistance face à des décisions iniques », poursuit la présidente d'Unser Land.

Contrairement aux députés alsaciens Hetzel, Reiss, Rohfritsch et Sturni qui appellent à « se rendre à l'évidence » et à « ne pas se tromper de combat » (DNA d'hier), la FDA va poursuivre son combat dans un cadre « démocratique » et « républicain ». Elle va continuer de collecter les signatures jusqu'à la veille des élections régionales prévues début décembre.

La FDA n'a « pas vocation à être un parti politique »

Elle ambitionne de dépasser les 200 000 paraphe. « À ce moment-là, aucun parti politique ne pourra se permettre de négliger une telle masse électorale », estime Jean-Michel Ritter.

La FDA, qui n'a « pas vocation à être un parti politique », n'envisage pas de se présenter aux élections régionales. « Mais ça ne veut pas dire qu'on ne s'y intéresse pas », glisse Paul Mumbach. En attendant, il a lancé hier un appel aux citoyens pour prendre part à la « Convention devant élaborer des propositions permettant de redonner plus de démocratie et d'espoir au peuple alsacien ».

2014 - 2018

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique



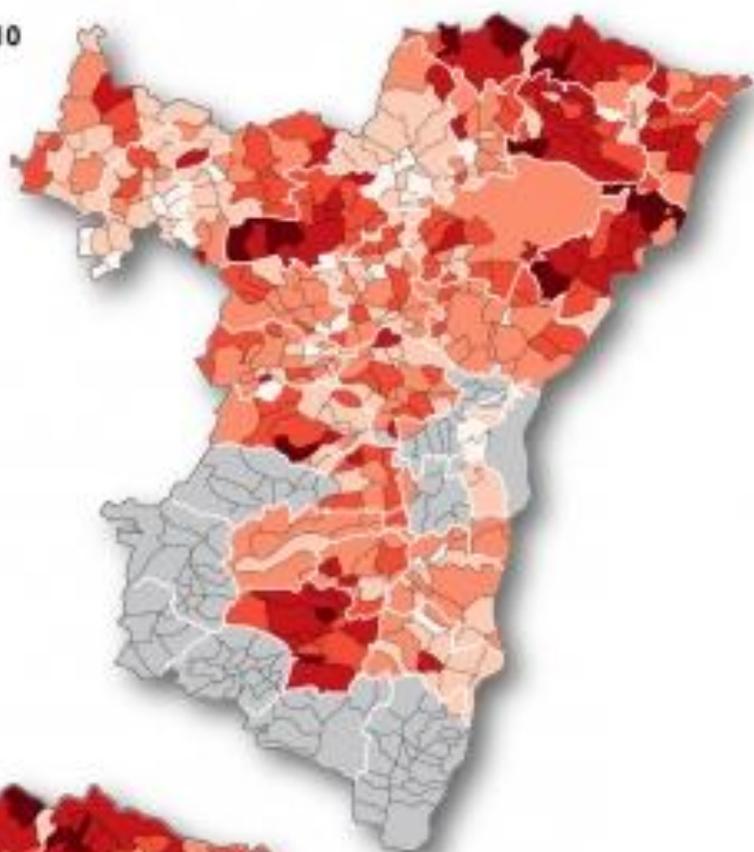
22.03.2015

Elections départementales: le parti autonomiste Unser Land présente des candidats dans la moitié des cantons d'Alsace.

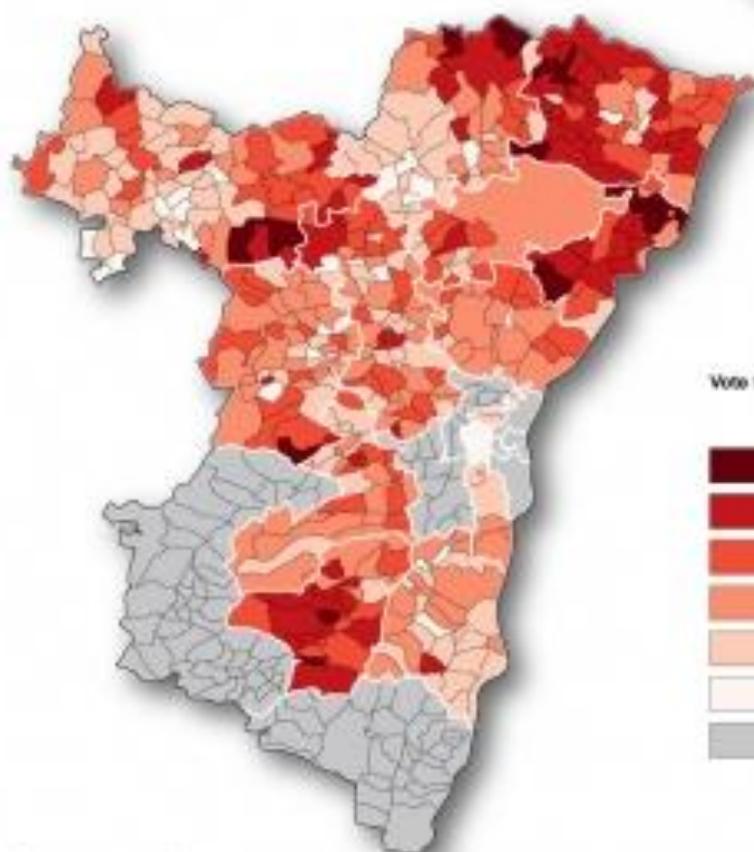
Malgré des moyens humains et financiers limités, les scores dépassent les 20% dans les zones rurales. Un candidat manque à quelques dizaines de voix d'accéder au second tour. A l'issue du scrutin, Unser Land devient la 3^{ème} force politique en Alsace en nombre de voix, devant le parti socialiste.

Les élections départementales 2015 en Alsace liste *Unser Land* (1^{er} tour, Bas-Rhin)

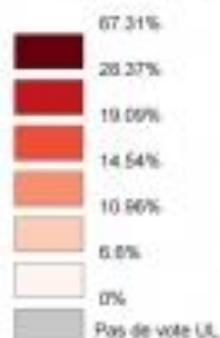
Découpage cantonal 2010



Découpage cantonal 2015



Vote UL (% Voix/Exp)



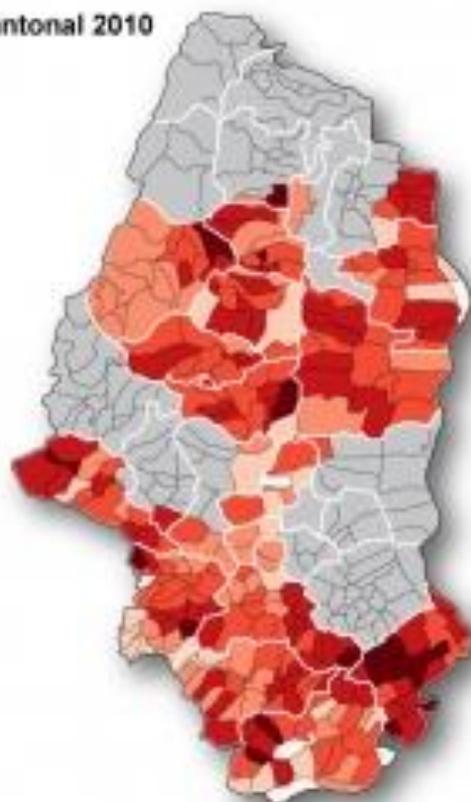
Découpage selon les quartiles avec seulement des queues de distribution par déduction de deux classes extrêmes. Les 5 classes sont définies avec les bornes suivantes : minimum, percentile 5, 1^{er} quartile, médiane, 2^e quartile, percentile 95, maximum. Cette distribution permet de séparer 5% des unités spatiales ayant les valeurs les plus petites, et 5% de celles ayant les valeurs les plus grandes.



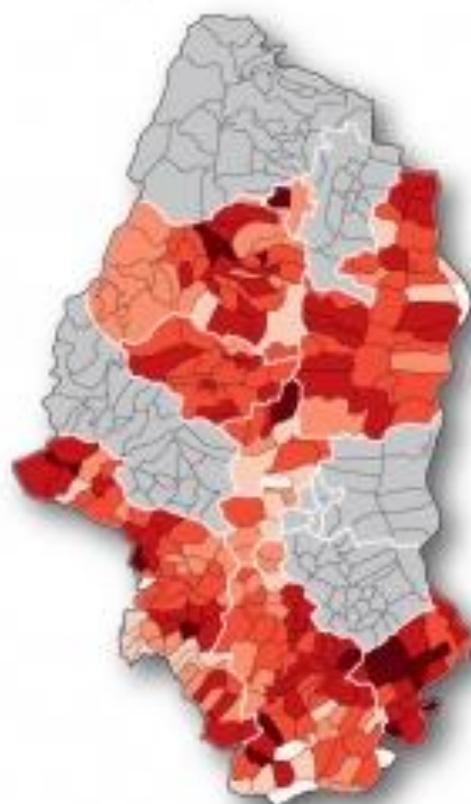
Les élections départementales 2015 en Alsace

liste *Unser Land* (1^{er} tour, Haut-Rhin)

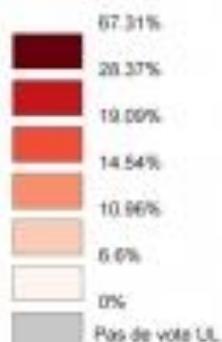
Découpage cantonal 2010



Découpage cantonal 2015



Vote UL (% Voix/Exp)



Découpage selon les quartiles avec isolation des queues de distribution par définition de deux classes extrêmes. Les 8 classes sont définies avec les bornes suivantes : minimum, percentile 5, 1er quartile, médiane, 3e quartile, percentile 95, maximum. Cette discrétisation permet de séparer 5% des unités spatiales ayant les valeurs les plus petites, et 5% de celles ayant les valeurs les plus grandes.



2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

25.04.2015

Guy-Dominique Kennel, président de l'ADIRA (Agence de Développement d'Alsace) dénonce « l'incompétence et le mépris de la ministre Marylise Lebranchu »



DNA

DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

"Non sens" pour l'actuel président du conseil départemental du Bas-Rhin et pour le président de l'Eurométropole de Strasbourg, la réponse faite jeudi par Marylise Lebranchu sur l'avenir des deux agences de développement économique alsaciennes (ADIRA et CAHR) provoque la colère du sénateur Kennel (UMP), **président de l'ADIRA. Le sénateur dans sa réaction congédie symboliquement la ministre de la République et l'invite à "rentre à Paris"...** Voilà qui n'est pas fréquent.

« **Mme Lebranchu, ministre du mépris des entreprises et des territoires** », c'est ainsi que **Guy-Dominique Kennel, président du conseil départemental du Bas-Rhin jusqu'à ces dernières semaines, sénateur UMP**, titre sa réaction au propos de Marylise Lebranchu, jeudi à Strasbourg. La ministre en charge de la décentralisation répondait à une question de Philippe Richert, président UMP du conseil régional d'Alsace, sur l'avenir des deux agences de développement économique, l'ADIRA pour le Bas-Rhin et le CAHR pour le Haut-Rhin. Voici ce qu'écrit M. Kennel, qui préside aujourd'hui encore l'ADIRA, dans sa réaction (passages soulignés par la rédaction) :

"De passage pour quelques heures jeudi dans cette Alsace toujours incomprise du pouvoir jacobin parisien, Madame la ministre M. Lebranchu nous a donné une leçon d'incompétence et surtout de mépris en appelant de ses vœux la disparition de l'ADIRA, agence de développement économique du Bas-Rhin, la plus ancienne de France, encore récemment citée au CNER comme l'une des toutes meilleures du pays, et de son homologue haut-rhinois, le CAHR. (...)

Incompétence et mépris en venant appliquer à l'Alsace un cadre national doctrinaire et autoritaire, sans aucune connaissance et respect des équilibres et savoir-faire locaux. Le centralisme non-démocratique dans toute sa splendeur ! Incompétence et mépris de la représentation nationale, en venant annoncer des mesures qui pourraient hypothétiquement découler d'une loi qui est en discussion, et non votée. On piétine sans vergogne les élus de la Nation et de ses territoires ! (...)

Madame la ministre, rentrez à Paris avec votre mépris de l'Alsace et laissez-nous régler nos affaires ! Des discussions sont entamées au plus haut niveau des diverses Collectivités et nous saurons trouver ce qui est bon pour nous. Vous qui chaque jour créez de nouvelles usines à gaz, des machins qui ne fonctionnent pas, ne venez pas casser une bonne agence, qui marche, et qui contribue à l'implantation et au sauvetage de vraies usines, et des emplois et investissements qui vont avec !

Merci à tous les responsables économiques et politiques mais aussi aux nombreux simples citoyens qui ont vendredi manifesté - par email, sms, téléphone, et sur les réseaux sociaux- leur attachement à l'ADIRA, aux premiers rangs desquels les Présidents Bierry, Herrmann et Heimbürger. Ces témoignages de respect pour son travail sont allés droit au coeur de l'équipe de l'ADIRA.

Plus que jamais, le combat pour l'économie, l'investissement et l'emploi au plus près des territoires bas-rhinois et alsacien continue, avec l'ADIRA en pointe. », conclut le président de l'ADIRA et sénateur Guy-Dominique Kennel.

La ministre en déplacement à Strasbourg jeudi mesurait-elle la portée de ses propos, dans une région où les élus sont devenus particulièrement chatouilleux depuis la mise en oeuvre de la réforme territoriale ? Philippe Richert avait-il conscience en posant la question sur l'ADIRA et le CAHR qu'il allait provoquer une telle émotion politique et mettre le feu aux poudres ?

2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

30.09.2015

Le parti autonomiste alsacien Unser Land dépose avec l'ancien ministre Daniel Hoeffel un recours devant le Conseil d'Etat pour dénoncer la violation de la Charte Européenne de l'autonomie locale, ratifiée par la France.



2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

13.11.2015

En visite en Alsace, André Vallini, secrétaire d'État à la Réforme territoriale reçoit une délégation d'Unser Land à la sous-préfecture d'Altkirch. Le ministre confie que François Hollande, Manuel Valls et lui-même n'ont pas compris la vigueur de la réaction des Alsaciens face à la disparition de leur région.



2014 - 2018

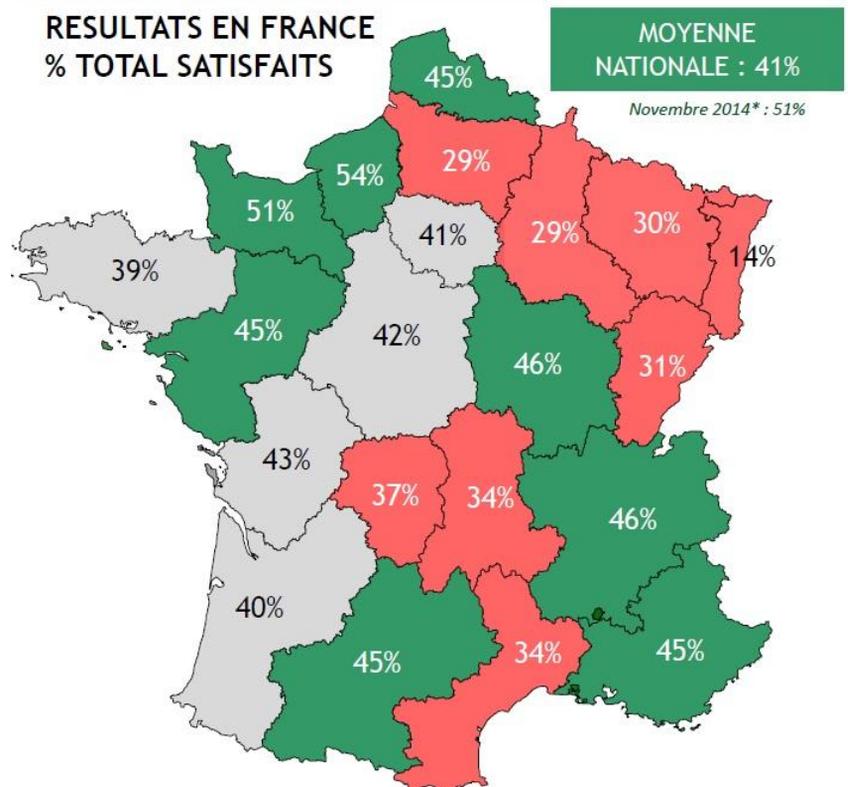


Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

UNSER LAND
Le Parti Alsacien

24.10.2015

Sondage BVA: seulement 27 % des habitants du Grand Est se montrent satisfaits du redécoupage régional dont seulement 15 % des Alsaciens, 33 % des Champardennais et 34 % des Lorrains. Ce taux de satisfaction est le plus faible enregistré parmi les habitants des 12 régions métropolitaines interrogés.



2014 - 2018

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique



06.12.2015

Le parti autonomiste Unser Land présente une liste aux élections régionales intitulée « Non à l'ACAL, oui à nos régions » conduite par Jean-Georges Trouillet.

La liste comporte de nombreuses personnes de la société civiles mais également des élus, dont 5 anciens conseillers généraux, plusieurs maires et adjoints.

A l'issue du premier tour, Unser Land consolide sa position dans l'espace politique alsacien.

ÉLECTIONS RÉGIONALES DES 6 ET 13 DÉCEMBRE 2015



Liste conduite par
Jean-Georges Trouillet

NON À L'ACAL

OUI À NOS RÉGIONS !

RASSEMBLEMENT CONTRE LA FUSION FORCÉE ALSACE - CHAMPAGNE-ARDENNE - LORRAINE



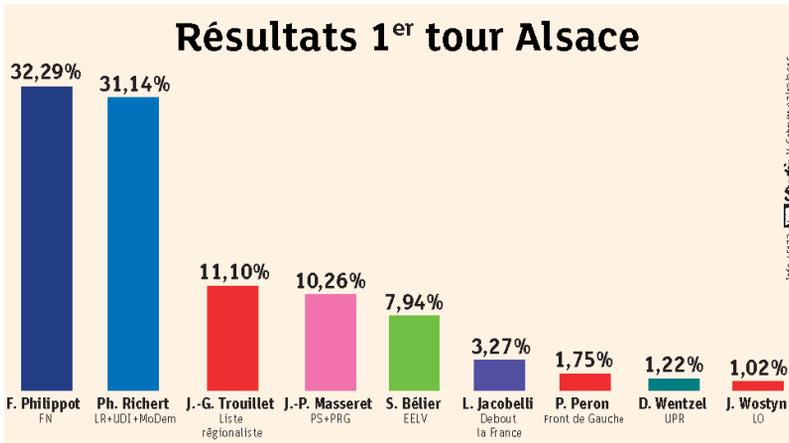
Alsace : Richert talonne Philippot, Unser Land et ses alliés en 3^e position

Dans la seule « vieille » région Alsace, le duel Richert - Philippot se mène davantage à armes égales que dans la grande région.

EN ALSACE AUSSI, la liste de Florian Philippot est en tête. Mais d'une courte tête. Moins de 7 000 voix séparent en effet le FN de la liste LR-UDI-MoDem de Philippe Richert. Dans le Bas-Rhin, le département dont il a été sénateur et président de conseil général, Philippe Richert est devant le vice-président du Front national. Il est en tête à Strasbourg. En revanche, sa position est plus faible dans le Haut-Rhin. Mais au total il améliore, en voix, son résultat du premier tour de 2010, passant de 181 000 voix à plus de 190 000.

Le PS s'amenuise

Le FN, qui avait eu 70 000 voix en 2010 avec Patrick Binder, en obtient près de 200 000. Unser Land et ses alliés régionalistes et



écologistes, qui restent en deçà des 5 % dans la grande région, dépassent les 11 % en Alsace avec près de 68 000 voix. Ils amplifient là leur score des départementales, où Unser Land, il est vrai, n'était présent que sur une partie des cantons. Cela démontre que le « réveil » autonomiste provoqué par le référendum de 2013 et la réforme territoriale de 2014-2015 se prolonge. Il relègue à la 4^e place la liste de Jean-Pierre Masseret qui, avec un peu moins de 63 000 voix, ne fait que les deux tiers du score de Jacques Bigot aux élections régionales de 2010. Les écologistes de Sandrine Béliet, en Alsace, sont bien loin des résultats de leur liste en 2010 (15,6 %). Ils ont subi une scission, qui a vu partir notamment Andrée Buchmann sur la liste PS. Ils ont été quittés par une partie de leur électeur. Mais c'est en Alsace qu'ils résistent le mieux en conservant 48 500 voix, là où ils en avaient totalisé 81 000 en 2010. ■

J.F.

HAUT-RHIN Philippot devance Richert

Le département dit « non » deux fois à la grande région

Le Haut-Rhin s'est doublement distingué hier au niveau de la Grande région est : il a offert son meilleur score à la liste des régionalistes d'Unser Land (12,7 %), conduite par Jean-Georges Trouillet et le pire à la liste socialiste (9,5 %) de Jean-Pierre Masseret.

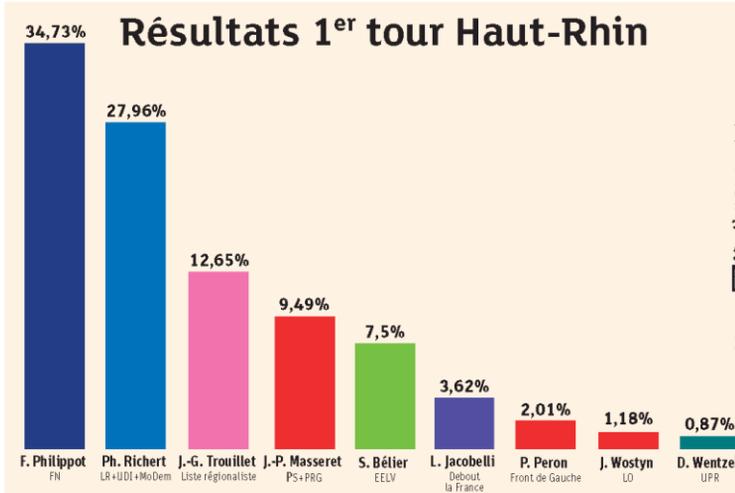
HIER, LE HAUT-RHIN a doublement exprimé son refus de l'Alsace - Champagne-Ardenne - Lorraine (ACAL) ; comme il l'avait d'ailleurs déjà fait en avril 2013, contre le Conseil d'Alsace.

Les électeurs haut-rhinois l'ont fait cette fois-ci en sanctionnant d'abord la liste socialiste conduite par Antoine Homé. Avec 9,49 % des voix, le maire de Wittenheim et conseiller régional sortant réalise le pire score pour une liste PS à l'échelle de l'ACAL.

Le Haut-Rhin, noyau de la contestation régionaliste

Il paie la réforme mise en œuvre par le gouvernement. Mais des voix s'élèvent déjà au sein même du PS haut-rhinois pour remettre en cause le casting, persuadés que la sénatrice Patricia Schillinger aurait réalisé quelques points de plus.

Le département s'est aussi distingué dans la grande ACAL en offrant son meilleur score à la



liste des régionalistes d'Unser Land (12,65 %), conduite par Nadia Hoog ; près de trois points de plus que dans le Bas-Rhin (10,10 %). C'était prévisible. Le Haut-Rhin a été le noyau de la contestation régionaliste. Le mouvement confirme ce dimanche les scores qu'il avait obtenus lors des élections départementales de mars dernier.

Si la liste de Florian Philippot arrive en tête dans le Haut-Rhin (34,73 %) avec près de sept

points devant Philippe Richert (27,96 %), le FN y réalise un de ses pires scores à l'échelle de l'ACAL, juste après le Bas-Rhin (30,65 %). Le Front national n'a pas capitalisé tous les suffrages de mécontentement ; et le parti de Marine Le Pen paie peut-être aussi son casting et le parachutage d'une tête de liste bas-rhinoise dans un département haut-rhinois très attaché à son identité.

La liste FN mène toutefois la dan-

se dans beaucoup de cantons et dans la majorité des grandes villes, à quelques rares exceptions. Philippe Richert se détache assez bien à Colmar (32,48 %), Brunstatt (35,61 %), Altkirch (31,94 %), Ribeauvillé (34,24 %), Turckheim (34,14 %), et moins nettement à Mulhouse (30,47 %) et Horbourg-Wihr (33,87 %). La liste du centre et de la droite résiste dans le piémont et dans quelques-uns de ses fiefs, comme dans les cantons de Wintzen-

heim ou de Rixheim.

Le FN réalise ses meilleures performances dans les communes de la périphérie mulhousienne. Il dépasse les 40 % à Wittelsheim, Kingersheim et Staffelfelden (49,27 %). Il fait très fort dans les cantons d'Ensisheim (41,42 %) et de Wittenheim (43,31 %).

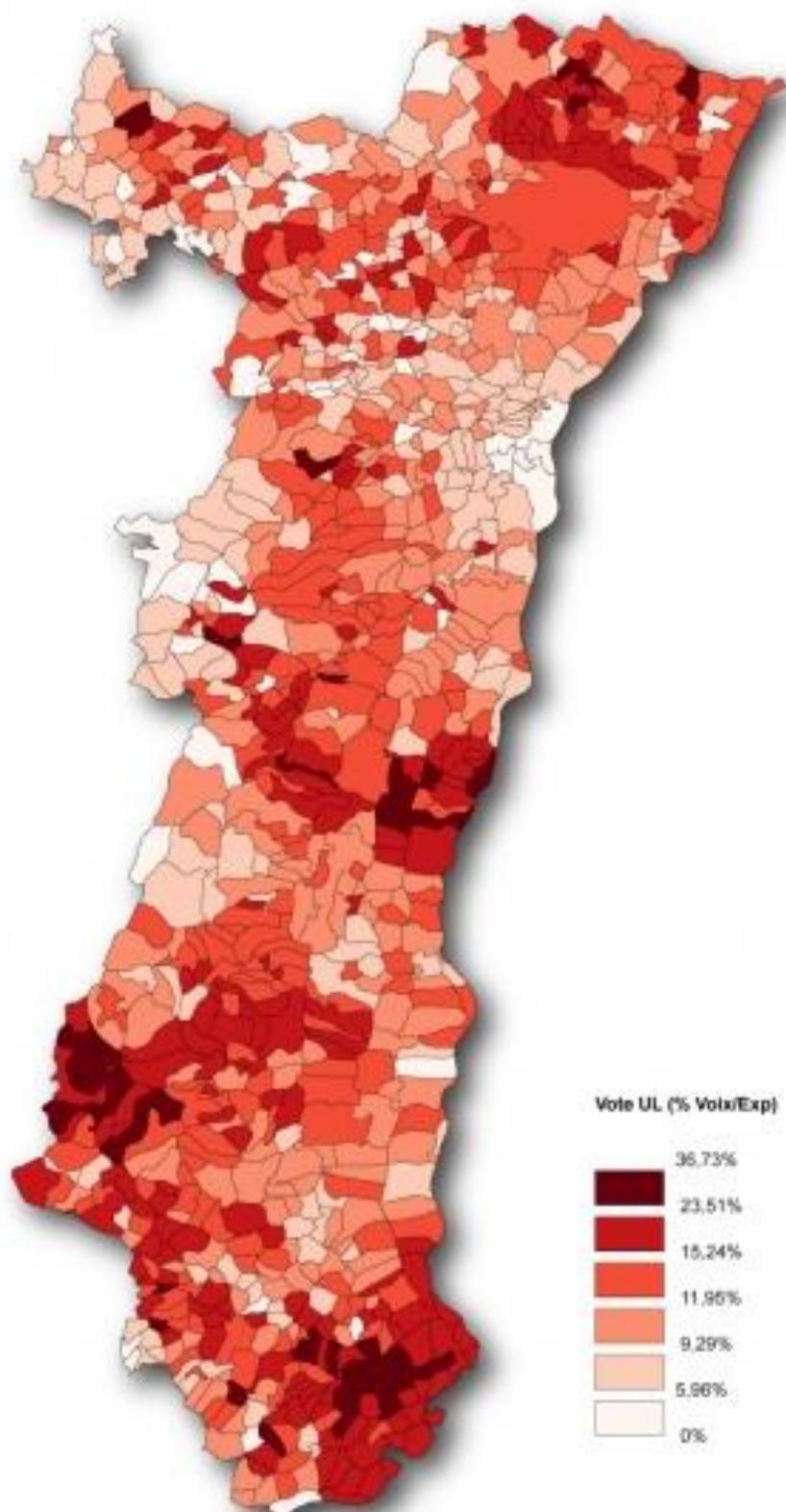
Le plafond de verre explosera-t-il dimanche ?

Ce n'est une surprise pour personne, les régionalistes dépassent la moyenne départementale dans le sud du département, dans le Sundgau et sa large périphérie plus précisément. Ce territoire exprime depuis longtemps sa défiance à l'égard de l'ACAL et de toute forme de centralité.

Unser Land obtient ainsi plus de 20 % de voix dans le canton de Saint-Louis, près de 15 % dans le canton d'Altkirch et dépasse les 16 % dans deux des trois cantons mulhousiens. Il décroche 23,04 % des voix dans la commune de Bartenheim, près de 18 % à Huningue et 20 % à Rouffach. Les électeurs haut-rhinois avaient exprimé leur exaspération lors des élections départementales de mars dernier en choisissant des duels droite-FN au deuxième tour. Le plafond de verre avait alors été rayé dans quelques cantons. Explosera-t-il dimanche prochain ? ■

FRANCK BUCHY

Les élections régionales 2015 en Alsace
liste *Unser Land* - Jean-Georges Trouillet (1er tour)



2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

24.03.2016

Le Conseil de l'Europe fustige la fusion des régions en France. Par 143 voix pour, 2 contre et 7 abstentions, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe a dernièrement adopté à Strasbourg un rapport critique sur la démocratie locale et régionale en France. Pour les rapporteurs Jos Wiienen (NL) et Gudrun Mosler-Törnström (A), la France a violé la Charte européenne de l'autonomie locale.



2014 - 2018



Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

UNSER LAND
Le Parti Alsacien

23.07.2016

Le député Laurent Furst lance une pétition intitulée « Rendez-nous l'Alsace ». Il « s'oppose au principe de grande région » et demande la création d'un Conseil d'Alsace réunissant les compétences départementales et régionales, en dehors de l'actuelle région Grand Est.



RENDEZ-NOUS L'ALSACE !



www.rendeznousalsace.fr

PÉTITION
CITOYENNE

L'Alsace est en danger !

L'Alsace n'existe plus institutionnellement, diluée dans une immense région au périmètre ubuesque. Chaque jour, l'Alsace paie le prix de cette absurdité qui la conduit à s'affaiblir, à se dissoudre. Pourtant dans la nuit existe toujours une lueur, celle des femmes et des hommes qui ne renoncent pas. Ceux qui croient que par leur engagement, il sera possible de

construire un avenir pour notre région. Il y a peu de temps nous avons milité pour un Conseil d'Alsace, projet devant permettre de réunir en une seule institution les compétences régionales et départementales. Aujourd'hui, plus que jamais, ce projet est le seul véritablement utile pour l'avenir de l'Alsace.

Cette pétition a pour objet d'établir une liste permanente et vivante de concitoyens et d'élus favorables à ce projet afin, d'en faire un appui solide à notre juste revendication. N'ayez pas peur ! Vous n'êtes, nous ne sommes pas seuls !

Laurent FURST

Nom*	Prénom*	Adresse – Code postal – Ville*	Email	Signature
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Signé(nt) la Charte *Rendez-nous l'Alsace* et précise(nt) que...

- Cette démarche a pour objet de concrétiser la demande visant à doter l'Alsace d'un Conseil unique réunissant en une seule institution les compétences départementales et régionales.
- Cette initiative n'a pas d'autre finalité politique, elle n'est ni de droite ni de gauche, elle ne vise qu'à rassembler celles et ceux qui veulent s'inscrire dans une démarche pour l'Alsace.
- L'objet principal de « Rendez-nous l'Alsace » est de tenir à jour une liste vivante des citoyens et des élus qui ne se résignent pas et restent favorables à la création d'un Conseil d'Alsace.
- En signant, chaque personne fait connaître son opposition au principe de Grande Région et son adhésion au principe d'un Conseil d'Alsace.

Pétition à renvoyer remplie et signée à :
Rendez-nous l'Alsace – Permanence parlementaire
8b allée Carl – 67120 Molsheim

*par votre signature, vous autorisez la publication de votre nom, votre prénom et de votre ville sur le site www.rendeznousalsace.com
Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données à caractère personnel vous concernant sur simple demande écrite par courrier papier ou électronique - IPNS

2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

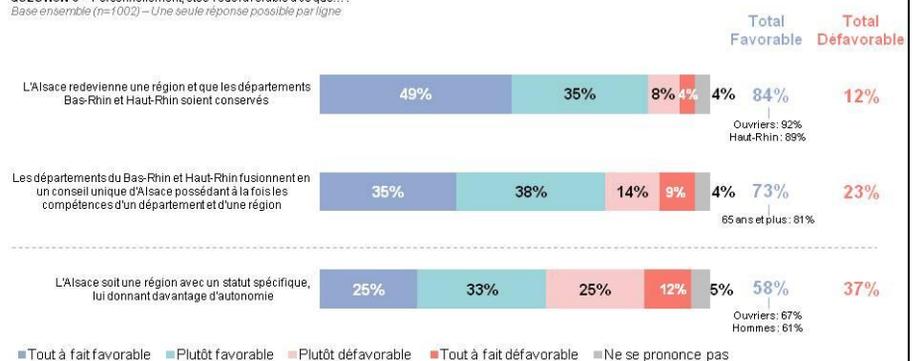
15.04.2017

Sondage CSA pour Unser Land: 84% des Alsaciens pour une sortie du Grand Est, 58% pour la création d'une Collectivité à Statut Particulier



LES ALSACIENS VEULENT LE RETOUR DE LEUR RÉGION ET SONT FAVORABLES À D'AVANTAGE D'AUTONOMIE...

QUESTION 6 – Personnellement, êtes-vous favorable à ce que... ?
Base ensemble (n=1002) – Une seule réponse possible par ligne.



2014 - 2018

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique



11.06.2017

Elections législatives: la question alsacienne au cœur du débat.

Les candidats sont régulièrement interrogés par les électeurs et la presse sur leur position vis-à-vis l'avenir institutionnel de l'Alsace.

2014 - 2018

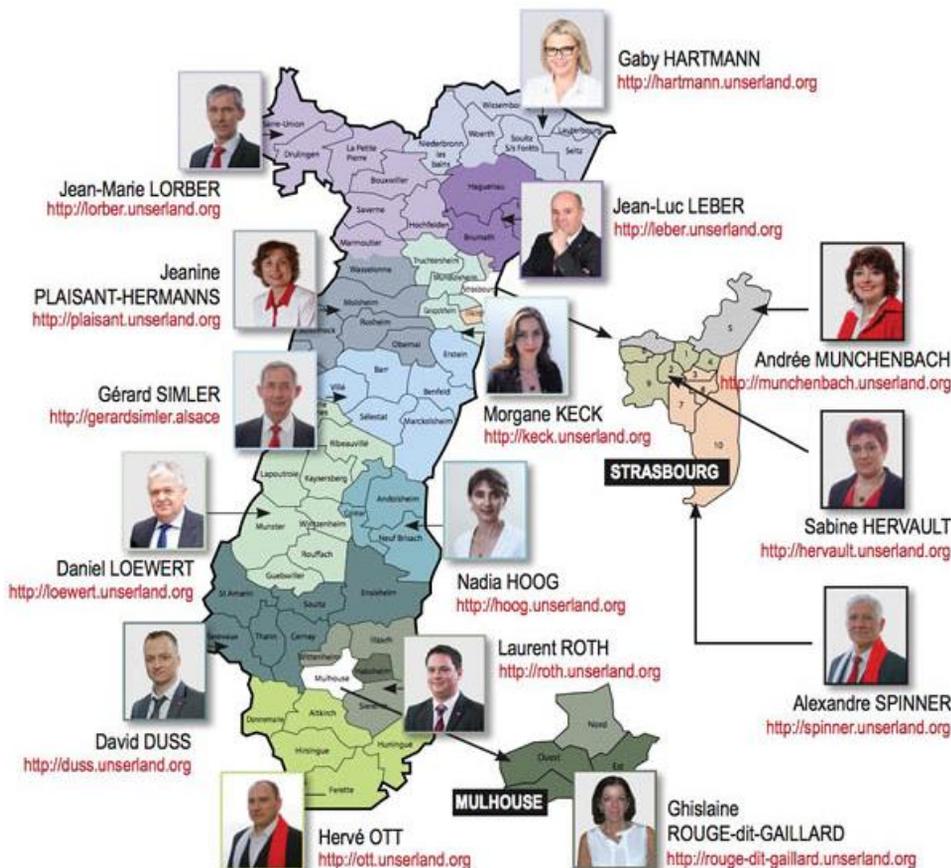


UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

11.06.2017

Elections législatives: des candidats autonomistes dans toutes les circonscriptions
Sous le slogan « Libérons l'Alsace », un candidat autonomiste arrive au second tour, une première depuis l'entre-deux-guerres.



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 11 ET 18 JUIN 2017

Libérons l'Alsace

de la destruction de nos valeurs
du centralisme parisien
du Grand Est



<https://www.facebook.com/GerardSimler>

blog : gerardsimler.alsace

Gérard **SIMLER**

suppléant : Martin MEYER

UNSER LAND

Le Parti Alsacien

5^{ÈME} CIRCONSCRIPTION DU BAS-RHIN

2014 - 2018



Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

UNSER LAND
Le Parti Alsacien

26.09.2017

Appel des Cents: une centaine de personnalités alsaciennes du monde de la culture, de l'économie, des sciences, du droit, du sport, etc. signent un « Appel pour une nouvelle Région Alsace », collectivité unique hors du Grand Est.



POLITIQUE L'« Appel des cent »

Pour une Région Alsace

Une centaine de personnalités alsaciennes du monde de la culture, de l'économie, des associations, des sciences, du droit, du sport... ont signé un « Appel pour une nouvelle Région Alsace », collectivité unique et hors du Grand Est.



Jacques Schieff, Pierre Klein, Jean-Marie Woehrling et Pierre Kretz, quatre des artisans de l'« Appel des cent ». PHOTO DNA - CHRISTIAN LUTZ-SORG

« La création d'une Région Alsace pourvue des compétences départementales et régionales » : c'est ce à quoi appellent cent personnalités alsaciennes [voir ci-contre] dans l'appel qui a été publié hier matin. La seule sortie du Grand Est, explique le texte, « n'aurait pas de sens sans réforme de fond de la démocratie locale ». « Il faut une Région Alsace non pour conserver le passé, mais pour construire son avenir dans la continuité de son histoire et de sa personnalité propre, et assumer sa vocation rhénane et européenne. » L'« Appel des cent » demande que cette « collectivité unique à statut particulier » soit aussi dotée de compétences complémentaires. Exemple : dans les domaines de la culture, de la langue, de l'enseignement, de la coopération transfrontalière, de l'économie. Ce texte a été préparé par quatre « boîtes à idées » régionales : l'initiative citoyenne alsacienne que préside Pierre Klein, Culture & bilinguisme

que préside Jean-Marie Woehrling, le Club Perspectives alsaciennes que préside Jean-Daniel Zeter et Alsace Région d'Europe que préside Ernest Winstein.

« Arrêter de créer des écrans de fumée »

« L'Alsace ne se résigne pas à sa disparition institutionnelle dans le creuset du Grand Est », commente Jacques Schieff, coordinateur de l'Appel. Citant le sondage réalisé avant les législatives pour *Unser Land* et les discussions actuelles entre parlementaires, l'ancien directeur de Summerlied estime que « la conjoncture est favorable » et qu'il faut « arrêter de créer des écrans de fumée qui cachent immobilisme ou lâcheté ».

« Le soutien à la culture régionale et au bilinguisme est de plus en plus difficile sans un cadre institutionnel adapté »,

analyse Jean-Marie Woehrling. L'exemple de la collectivité territoriale unique de Corse lui semble le « seul chemin efficace » pour « inventer du neuf ». L'écrivain Pierre Kretz appelle à « sortir du Grand Est », craignant que sinon « se développe le climat délétère d'une population humiliée, frustrée ». « Nous ne sommes pas opposés aux coopérations avec Lorraine et Champagne-Ardenne », note Pierre Klein (ICA), qui en appelle à la Région Alsace au nom du principe de « subsidiarité ». Ernest Winstein plaide pour « une euro-région Alsace dans un contexte européen et sur une base fédérale ».

La date de publication de l'appel a été choisie : quelques jours avant la rencontre, le 3 octobre, des parlementaires alsaciens sur le thème de l'avenir institutionnel de l'Alsace. « Nous avons des parlementaires courageux, mais il faut les aider à l'être encore plus », indique Jacques Schieff.

« Nous avons retenu cent signataires pour le chiffre rond, calcule-t-il, mais nous en

LES CENT SIGNATAIRES

Jean-Louis Adam, ancien président du syndicat des travaux publics du Bas-Rhin ; Roland Anstett, publicitaire ; Jean-Philippe Atzehofer, docteur en économie ; René Baumann, professeur des universités ; Jean-Pierre Berg, ancien chef de cabinet du président du Comité des régions d'Europe ; Antoine Beyer, professeur des universités ; Ulrich Bohner, ancien secrétaire général du congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe ; Pierrette Bouthin, ex-championne de France du lancer de disque ; Gabriel Brummer, président des arts de la bibliothèque humaniste de Sélestat ; Rodolphe Burger, auteur, compositeur, interprète ; Thierry Burger-Helmchen, économiste ; Jérôme Christ, ancien président de la SIG ; Cyrille Claver, chef d'entreprise, général de brigade aérienne ; Elisabeth Clements, maître de conférence à l'université de Strasbourg ; Armando Cottone, président de la Ligue (Alsace de rugby) ; Marcel Czaja, « dernier » président du CESER Alsace ; Charly Damm, auteur, metteur en scène ; Guillaume d'Andlau ; Christian d'Andlau-Hombourg ; Jean-Louis de Walegny, restaurateur ; Lena Decker, vice-présidente de l'association Junge Ferner (Elsassische) ; Claude Diebold, économiste ; Robert Eberle, médecin ; René Egles, auteur, compositeur, interprète ; Dominique Ehrenmuth, président de l'association des libraires indépendants d'Alsace ; Christophe Elchinger, inspecteur des finances publiques à la direction générale des finances publiques ; Roland Engel, auteur, compositeur, interprète ; Antoinette Falken, vice-président du régime local d'assurance maladie ; Georges Federmann, psychiatre ; Michel Feuerbach, avocat ; Jacques Fleck, directeur IUT ; Pierre Fleck, professeur à l'université de Haute Alsace ; Cyrill Fossat, président de l'association Junge Ferner Classische ; Jean-Marie Gauthier, professeur agrégé honoraire ; Vincent Goulet, docteur en sociologie, université de Lorraine ; Catherine Grassbeck, consultante en tourisme ; Stéphanie Graff, docteur en anthropologie ; Isabelle Grossmeyer, auteur, compositeur, interprète ; Philippe Guertler, pasteur, inspecteur socioculturel de Strasbourg ; Michel Haussmann, ancien cadre corporatiste ; Bernard Haussmann, président emerita du Hainemann CDHG Group ; Jean Haussmann, président de l'industrie magnétique, Achstein ; Liselotte Hamen, artiste, comédienne ; Jean-Alain Hensel, professeur des universités émérite ; Robert Hertzog, professeur des universités émérite ; Paul Higl, ancien directeur de l'éducation et de la formation de la Région Alsace ; François Hirth, notaire ; Daniel Huetzel, vice-président de la Fédération des sociétés de théâtre d'Alsace ; Jean-Louis Hulereit, professeur d'économie et de gestion ; André Hugel, viticulteur, historien ; Pia Irlich, maire de Holtzheim ; Erny Jauch, directeur honoraire de la Ligue d'Alsace de football ; Luc Julien Saint Amant, avocat ; Dang Karcher, professeur ; Patrick Klotz, magistrat retraité ; Pierre Klein, président de l'initiative citoyenne alsacienne (ICA) ; Olivier Klotz, président du MEDEF Alsace ; Thierry Roland Knauser, président des Abachiers de New York et du FJAL ; Pierre Kretz, avocat honoraire, écrivain ; Bernard Kuentz, directeur de la Maison d'Alsace à Paris ; Francis Laflon, journaliste honoraire, chanteur ; Guy Lafuente, auteur de théâtre ; Françoise Lapuiz, directeur de la mission Nice Patrimoine mondial, ancien directeur des affaires culturelles en Alsace ; Pascal Lametti, meilleur sommelier de

France, consultant ; Gérard Leiser, poète et spécialiste ethnographique ; Jacques Levy, géographe, professeur à l'école polytechnique fédérale de Lausanne ; Dominique Lührmann, président des éducateurs de football du Haut-Rhin ; Jeanne Loesch, ethnologue ; Cathy Loos, vice-présidente de Fermes remarquables d'Alsace et de Fermes Patricia Frauen ; Françoise Laurent, ancien directeur de la culture du CG 68 ; Thierry Lath, président de l'association des parents d'élèves d'Alsace (APEFA) ; Benjamin Ludwig, animateur langage et culture régionales, artiste ; Ferenc Lutz, 1^{er} vice-président de la Fédération des sociétés de musique d'Alsace ; Gérard Magar, expert, comptable ; Pierre Marchant, éditeur, Aditans du Vercors ; Henri Mathias, initiateur du Lieu d'Europe, animateur du collectif Europe et du Cercle de la cathédrale ; Eric Maullin, professeur de droit public à l'université de Strasbourg ; Jean-Baptiste Merleau, auteur, compositeur, interprète ; Bernhard Metz, historien ; Pierre Peter Meyer, ancien directeur des affaires internationales au conseil régional d'Alsace ; Simone Morgenthaler, journaliste ; Daniel Murling, auteur, compositeur, interprète ; Michel Nardt, dirigeant Capital Concept ; Miriam Nelles, journaliste ; Bernard Neax, diplomate ; Louis Oster, ancien bâtonnier du barreau de Strasbourg ; Raymond Orlin, auteur, illustrateur ; Helmut Pflügel, avocat ; Albert Polinet, conservateur général des bibliothèques honoraire ; Gilles Pudovitch, critique gastronomique ; Sghite Raff, architecte ; Ernest Raichert, pasteur ; Jean-Jacques Reutemann, pasteur, président du conseil d'éthique de la Ligue d'Alsace de football ; Isabelle Reusselt d'Allonnes ; François Robert, président du théâtre de Truchtersheim ; Alain Ronc, ancien cadre commercial, consultant ; Michel Ronc, ancien cadre dirigeant d'entreprise, consultant ; Arndt Ruff, auteur, compositeur, interprète ; Frédéric Ruscher, agrégé de philosophie ; Henri Schiltler, médecin ; Louis Schilling, médecin, co-fondateur du Médical Sans frontières ; Jacques Schieff, fondateur du Médical Summerlied ; Evéline Schmitt-Troder, actrice, auteur ; Isabelle Schopfer, directrice de l'Office pour la langue et la culture d'Alsace ; Marcel Schott, chef d'entreprise ; Bernard Schoenlyer, docteur en sciences politiques ; Eric Semeit, directeur général Flams ; Jean-Paul Song, philosophe, essayiste ; Marcel Spagt, président d'honneur de la Fédération des sociétés de théâtre d'Alsace ; Gérard Staedel, président de l'Union Informatique des Alsaciens ; Jean Thomsen, directeur adjoint du centre hospitalier universitaire de Strasbourg ; Étienne Thoesler, directeur du foyer de l'étudiant catholique (FEC) ; Henry Ullring, avocat honoraire ; Jean-Marie Vetter, président des Arts et traditions d'Alsace - les Breizels d'Or ; Eric Vidal, journaliste ; Jean Wagner, restaurateur ; Sandrine Walter, avocate ; Raymond Waigle-Bich, artiste ; Albert Weber, journaliste ; Richard Weiss, fondateur de ADEM-Zweigsprachkoll ; Laura Weisbecker, actrice ; Roland Weiler, président d'honneur du Racing Club de Strasbourg ; Armin Winger, entraîneur d'Arnould FC ; Pierre Wimmer, directeur d'hopital honoraire ; Nicolas Wittberg, ancien bâtonnier du barreau de Strasbourg ; Ernest Winstein, pasteur, président d'Alsace Région d'Europe ; Jean-Marie Woehrling, président de Culture et bilinguisme d'Alsace et de Morville ; Christian Wolff, secrétaire général du cercle généalogique d'Alsace ; Jean-Daniel Zeter, président du Club Perspectives alsaciennes.

avons davantage. » Et il existe une liste B, ajoute Pierre Kretz, celle de tous ceux qui

nous ont dit leur accord mais qui ne signent pas parce qu'ils agissent dans des institutions

subventionnées par le Grand Est. ■

JACQUES FORTIER

Parmi les signataires: Arsène Wenger (entraîneur du FC Arsenal), Tomi Ungerer (illustrateur), Gérard Staedel (président de l'Union Internationale des Alsaciens), Louis Schittly (fondateur de médecins sans frontières), Olivier Klotz (président du MEDEF Alsace), Simone Morgenthaler (journaliste), Marc Haeblerlin (chef étoilé), etc.

2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

30.09.2017

Philippe Richert (LR) annonce sa démission de la présidence de la région Grand Est. Las, voire « blessé », des offensives répétées de citoyens et d'élus lui reprochant d'avoir trahi l'Alsace en contribuant à la mise en place à marche forcée du Grand Est.



Grand Est: Philippe Richert, le « fossoyeur » de l'Alsace, démissionne

Une image dégradée

S'il a mis en avant sa volonté de préparer sa succession, personne n'est dupe. En réalité, il était las des attaques dont il était l'objet car, depuis deux ans, son image auprès des Alsaciens s'est effondrée. L'acte d'accusation est simple : l'homme est accusé d'avoir accepté la disparition de l'Alsace, et d'en avoir tiré un profit personnel : la présidence d'une région Grand Est aux dimensions de la Croatie. La population se sent trahie et exprime son mécontentement.

« *Richert a trahi l'Alsace. Tous les Alsaciens en sont convaincus* », écrit ainsi un internaute sur le site des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, le grand quotidien régional. La société civile se mobilise, avec la publication d'un « appel des 100 » (personnalités) en faveur du retour à l'ancienne région. Les noms d'oiseaux fusent sur les réseaux sociaux. Les huées l'accueillent lors de certaines manifestations.

Les politiques le lâchent: les présidents des deux départements veulent fusionner leurs institutions et prendre des compétences du Conseil régional. Et les électeurs se détournent de lui. Lors des élections régionales, départementales et législatives, le mouvement autonomiste *Unser Land*, qui porte ce combat, obtient des résultats spectaculaires. Jusqu'à qualifier l'un de ses représentants au second tour dans une circonscription du Bas-Rhin...

« Il a trahi l'Alsace »

Furieux, Richert organise le 11 octobre 2014 une grande manifestation à Strasbourg, qui rassemble environ 10 000 personnes. Une manière pour lui de prouver sa bonne foi et de tenter de reprendre la main. Mais le courant ne passe plus. Son ralliement à l'Alsace-Lorraine a été trop précoce pour être compris. « *En acceptant l'Alsace-Lorraine, il a trahi l'Alsace* », cingle par exemple l'autonomiste Andrée Munchenbach.

Le réquisitoire est simple: Richert ne s'est pas suffisamment battu. Pourquoi n'a-t-il pas organisé la démission collective des parlementaires et des conseillers régionaux de droite ? Pourquoi n'a-t-il pas lancé une consultation, qui se serait sans doute traduite par un triomphe? « *J'ai saisi les meilleurs constitutionnalistes: un référendum était impossible à organiser* », se défend l'intéressé, « marqué » par les attaques dont il était l'objet et qu'il estime encore aujourd'hui injustes. Sans doute. Mais ce qu'on lui reproche, c'est de n'avoir pas su créer un rapport de forces avec le gouvernement, quel qu'en soit le moyen. Il a d'ailleurs rappelé samedi que « *le président de la République et le Premier ministre étaient opposés au retour de la région Alsace* », semblant encore une fois prendre comme une donnée la volonté de Paris.

De fait, le parcours de Richert apparaît peu lisible: engagement sincère en faveur de la collectivité unique en 2013; acceptation immédiate de l'Alsace-Lorraine au printemps 2014; refus du Grand Est quelques mois plus tard pour finalement en prendre tranquillement la présidence en décembre 2015... Comment, en effet, les Alsaciens n'auraient-ils pas le sentiment d'avoir été trahis ?

L'homme, aujourd'hui, est sincèrement blessé. Mais il sait au fond de lui qu'il est le premier responsable de ce qu'il lui arrive.

2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

22.01.2018

Le Premier ministre charge le préfet du Grand Est d'une mission au sujet de l'avenir institutionnel de l'Alsace. Le premier ministre constate que *« l'association des anciennes circonscriptions d'Alsace, de Champagne Ardennes et de Lorraine ne semble pas avoir posé de sérieuses difficultés aux: deux dernières, l'Alsace en revanche enregistre un mouvement limité (sic) mais réel en faveur d'une évolution institutionnelle de son territoire. »*

Par ailleurs, vous recueillerez les éventuelles suggestions d'expérimentations législatives que les collectivités du Grand Est pourraient proposer, notamment en matière de coopération transfrontalière, champ appelé à se développer.

La Direction Générale des Collectivités Locales vous apportera son expertise juridique dans cette mission ; de même le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires accompagnera les réflexions que vous conduirez.

Vous me rendrez votre rapport pour le printemps prochain.

Je vous prie, Monsieur le préfet, de croire à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.


Edouard PHILIPPE

Le Premier Ministre

Le 22 JAN. 2018
CAB/2018.D/2526

Monsieur le Préfet,

La réforme régionale a donné naissance à la région Grand Est voici presque deux ans. Si l'association des anciennes circonscriptions d'Alsace, de Champagne Ardennes et de Lorraine ne semble pas avoir posé de sérieuses difficultés aux deux dernières, l'Alsace en revanche enregistre un mouvement limité mais réel en faveur d'une évolution institutionnelle de son territoire.

Les limites des adaptations possibles à l'organisation territoriale issue des lois « Maptam » et « NOTRE » ont été fixées par le Président de la République à l'occasion de la conférence nationale des territoires, le 17 juillet dernier.

S'agissant particulièrement des deux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, le Chef de l'Etat a pu indiquer directement aux élus de ces départements à l'occasion du déjeuner républicain organisé dans votre préfecture le 30 octobre dernier que si la carte régionale est confirmée dans sa définition actuelle, une évolution des deux départements alsaciens à l'intérieur de la région Grand Est n'en reste pas moins possible.

Je vous demande de mener des réflexions sur cette question, en lien avec les parlementaires, les départements, la métropole et les communes de ce territoire, sans oublier naturellement la collectivité régionale.

Sans remettre en cause la région Grand Est, vous évaluez la réalité des volontés exprimées et examinerez les avantages comme les inconvénients, des hypothèses institutionnelles offertes par le code général des collectivités territoriales, telle que l'entente interdépartementale ou la création d'un département « Alsace » par fusion des deux départements existants. Vous établirez les calendriers envisageables ainsi que les options possibles en matière de compétences à exercer.

.../...

Monsieur Jean-Luc MARX
Préfet de la région du Grand-Est
Préfet du Bas-Rhin

2014 - 2018



UNSER LAND
Le Parti Alsacien

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

03.02.2018

A l'initiative des présidents des conseils départementaux du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, cent trente personnalités signent un appel pour la création d'une collectivité à statut particulier pour l'Alsace



CAP VERS L'ALSACE !

Alors que le Premier Ministre a missionné ce vendredi le Préfet de Région pour rendre un rapport dans les prochaines semaines sur l'avenir institutionnel de l'Alsace, nous nous unissons, dans la diversité de nos parcours et de nos sensibilités politiques, pour mettre le cap vers l'Alsace.

Elus locaux, départementaux, régionaux, parlementaires et membres de la société civile, sommes convaincus du besoin d'Alsace. Nos concitoyens en ont besoin. Ce n'est que dans un cadre institutionnel réinventé que l'Alsace pourra occuper pleinement sa place en Europe et pourra profiter, et faire profiter la France de ses formidables atouts et potentialités de l'espace rhénan.

Nous nous unissons car nous voulons donner la priorité à l'efficacité et à l'exemplarité de l'action publique. Nous voulons une Alsace forte, innovante, européenne qui offre à chacune et chacun des opportunités, qui permette à chacune et chacun de réussir et de s'épanouir. Cette Alsace ne peut pas être qu'une façade, une Alsace au rabais, ou une Alsace réduite à sa portion folklorique.

L'Alsace que nous voulons, pour laquelle nous nous engageons, c'est une Alsace qui a les compétences, les moyens légaux et financiers de construire une collectivité nouvelle pleinement apte à relever les défis de son contexte transfrontalier. Une collectivité à statut particulier, qui permettra d'explorer les voies d'une décentralisation nouvelle et de remplir pleinement les ambitions franco-allemandes et européennes définies par le Président de la République.

C'est pourquoi dans le cadre des consultations qui vont débiter, et en adéquation avec le cadre fixé par le Chef de l'Etat, nous marquons notre attachement indéfectible à la création d'une Collectivité territoriale d'Alsace à statut particulier, seule évolution institutionnelle acceptable et apte à répondre aux attentes des citoyens, des acteurs associatifs et économiques.

Cette collectivité devra réunir les compétences des Conseils départementaux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et pourrait se voir transférer, par la loi, pour tout ou partie, des compétences d'Etat (enseignement linguistique, relations transfrontalières, réseau routier national non concédé) et, pour tout ou partie, les compétences de la Région qui font sens dans le cadre d'un projet de territoire global (économie, tourisme, formation professionnelle, relations transfrontalières, bilinguisme, culture et sport).

Nous ne voulons pas l'Alsace pour l'Alsace. Nous voulons l'Alsace pour rassembler, pour innover et pour entreprendre. Nous voulons l'Alsace pour nous ouvrir encore davantage sur l'Europe et sur le monde.

C'est le projet de territoire et d'avenir que nous voulons porter ensemble et construire avec les Alsaciens. C'est le projet que nous voulons construire dans la clarté et dans la transparence pour une Alsace pleinement utile et épanouie dans une France qui avance.

2014 - 2018



Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique

UNSER LAND
Le Parti Alsacien

21.02.2018

Sondage IFOP: 74% des Alsaciens favorables à ce que les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin fusionnent au sein d'une collectivité Alsace en dehors du Grand Est. 82% favorables à la tenue d'un référendum à ce sujet.



Enquête auprès de la population
alsacienne

Ifop pour le Club Perspectives alsaciennes



JF/JPD N° 115241
Contacts Ifop :
Jérôme Fourquet / Jean-Philippe Dubrute
Département Opinion et Stratégies d'Entreprise
TEL: 01 45 04 14 44
prenoms@ifop.com
FEVRIER 2018

Grand Est : le « malaise alsacien » ne décroît pas

Un Alsacien sur dix seulement voit l'intégration dans le Grand Est comme « une bonne chose » pour l'Alsace. Ils veulent à une très forte majorité une collectivité Alsace que deux tiers d'entre eux souhaitent hors du Grand Est. Résultats d'un sondage IFOP.

« Incompréhension » (34 %) ou « colère » (29 %), parfois « indifférence » (25 %) : le Grand Est n'enthousiasme toujours pas les Alsaciens. Ce qu'ils veulent, c'est la renaissance d'une collectivité territoriale Alsace (83 %) hors du Grand Est (67 %) et créée à partir de la fusion des deux départements alsaciens (75 %).

Ce sont les principaux résultats du sondage qu'ont commandé à l'institut IFOP les quatre « clubs de réflexion » que sont le club Perspectives alsaciennes, l'Initiative citoyenne alsacienne (ICA), Culture & Bilinguisme d'Alsace et de Moselle et Alsace Région d'Europe.

Une « mauvaise chose » pour l'Alsace Cette enquête d'opinion indique que le « nouveau malaise alsacien » ne décroît pas. En mai 2017, le sondage CSA commandé par Unser Land affichait que 84 % des Alsaciens souhaitaient que l'Alsace redevienne une région, 58 % qu'elle ait davantage d'autonomie.

Plus de deux ans après la fusion de l'Alsace, de la Lorraine et de Champagne-Ardenne, ils ne sont que 10 % des sondés à dire que cette intégration est « une bonne chose pour l'Alsace », 55 % à y voir « une mauvaise chose », 33 % à estimer que « cela ne change rien pour l'Alsace ».

Que souhaite l'opinion alsacienne ? À 83 %, que « l'Alsace renaisse et retrouve un statut de collectivité territoriale ». À 67 % qu'elle « sorte du Grand Est ». À 74 % que les deux départements fusionnent au sein de cette collectivité. Enfin qu'elle ait une large palette de compétences : développement économique et tourisme (95 %) - principales pommes de discorde entre la région et les deux départements -, formation professionnelle (92 %), transports (88 %), promotion de la culture régionale et du bilinguisme (87 %), coopération avec les régions voisines suisses et allemandes (87 %), enseignement (84 %), audiovisuel régional (74 %).

Pour y arriver, les Alsaciens sondés veulent un référendum (82 % pour, 17 % contre). Si leurs attentes ne sont pas prises en compte, pour une majorité d'entre eux cela « influera sur leur vote lors des prochaines élections » (56 % de « oui », 41 % de « non »).

« La mayonnaise n'a pas pris » « Ces chiffres sont là pour éclairer les acteurs publics, l'État, les parlementaires », note Jacques Schleef (club Perspectives alsaciennes). « Les Alsaciens doivent se rendre compte qu'ils sont une très forte majorité à penser comme cela, et que la mayonnaise du Grand Est n'a pas pris. » Ce sondage, financé par les quatre associations pour 15 000 EUR, est « fiable », note l'économiste Philippe Atzenhoffer.

Met-il en porte-à-faux la mission que le Premier ministre a confiée au préfet Jean-Luc Marx sur l'avenir institutionnel de l'Alsace ? Sa lettre de mission exclut en effet toute sortie du Grand Est.

Jacques Fortier Sondage IFOP réalisé par téléphone du 8 au 12 février auprès d'un échantillon de 1 002 personnes représentatif de la population alsacienne de 18 ans et plus. L'intégralité de l'étude est en ligne sur dna.fr

Sondage IFOP réalisé par téléphone du 8 au 12 février auprès d'un échantillon de 1 002 personnes représentatif de la population alsacienne de 18 ans et plus. L'intégralité de l'étude est en ligne sur dna.fr



COMMUNIQUE DE PRESSE

Strasbourg et Colmar, le 20 février 2018

Réaction de Brigitte KLINKERT et Frédéric BIERRY au sondage IFOP sur l'avenir de l'Alsace

Brigitte KLINKERT et Frédéric BIERRY, Présidents des Conseils départementaux du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ont pris connaissance avec grand intérêt du sondage IFOP sur l'avenir institutionnel de l'Alsace publié ce mardi.

Avec 80% des sondés qui se déclarent alsaciens et 83% qui souhaitent une renaissance politique et institutionnelle de l'Alsace, les chiffres viennent confirmer massivement l'attente ressentie chaque jour sur l'ensemble des territoires.

Seuls 10% des Alsaciens se déclarent satisfaits de la situation actuelle. C'est un désaveu criant du paysage institutionnel tel que nous le connaissons aujourd'hui. Cela doit être entendu et pris en compte.

Avec un taux d'adhésion dépassant les 90%, ce sondage montre également que les Alsaciens ne souhaitent pas une demi-Alsace, une Alsace de façade mais bien une Alsace forte dotée des compétences à la hauteur des défis qu'elle devra relever dans les prochaines années pour l'emploi, le développement de ses territoires et l'épanouissement de ses habitants.

Les Alsaciens souhaitent être associés au débat en cours. Nous le voulons également. Nous ouvrirons donc l'échange avec les citoyens afin de les écouter et qu'ils soient au cœur du projet que nous construirons ensemble.

Ce sondage vient renforcer et amplifier la dynamique et la mobilisation entreprise depuis plusieurs mois et qui a connu une évolution déterminante depuis le 2 février avec la mission ouverte par le Premier Ministre et la déclaration « Cap vers l'Alsace » signée par près de 440 élus alsaciens et représentants de la société civile en deux semaines.

Brigitte KLINKERT et Frédéric BIERRY continueront donc à porter le seul projet à même de construire une collectivité innovante, efficace et exemplaire, celui d'une collectivité territoriale d'Alsace à statut particulier, dotée de compétences solides.

2014 - 2018

Quatre années de mobilisation des Alsaciens pour leur région et la création d'une collectivité territoriale unique



Ils ont dit...

« Il n'y a pas de peuple alsacien. Il n'y a qu'un seul peuple français ». Manuel Valls, devant l'Assemblée nationale (14.10.2014)

« L'Alsace n'existe plus ». François Hollande, en marge du conseil des ministres franco-allemand à Metz (07.04.2016).

« Ne me parlez pas du Grand Est ! J'ai aimé l'Alsace et la Lorraine, mais on ne peut pas mettre les deux ensemble. J'avais prévenu François Hollande ». Jean-Claude Juncker lors d'une conférence à Sciences Po Strasbourg, octobre 2017

« Il faut bien donner l'illusion qu'il s'agit d'une vraie réforme ». Marlyse Lebranchu, ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique.

« J'avais jugé cette réforme ahurissante, estimant que c'était la chose la plus grave qui arrivait à l'Alsace depuis la Seconde guerre ». Philippe Richert, Président du conseil régional Alsace (puis Grand Est).